97-84073-5

Andreadēs, Andreas Michaēl

Les progrès économiques de la Grèce

Paris

[1919]

97-84073-5
MASTER NEGATIVE #

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
PRESERVATION DIVISION

BIBLIOGRAPHIC MICROFORM TARGET

ORIGINAL MATERIAL AS FILMED - EXISTING BIBLIOGRAPHIC RECORD

Andreadēs, Andreas Michaēl, 1876-1935.
... Les progrès économiques de la Grèce, préface de M. Yves Guyot ... Paris, F. Alcan [1919]
cover-title, viii, 55 p. 21½cm.
"Extrait du Journal des économistes, janvier et février 1919."

1. Greece—Modern—Econ. condit.—1918- I. Title.

24-12070

TECHNICAL MICROFORM DATA

FILM SIZE: 35mm REDUCTION RATIO: 10:1 IMAGE PLACEMENT: IA (IIA) IB IIB

DATE FILMED: 5-6-97 INITIALS: KLB

TRACKING # : 23671

FILMED BY PRESERVATION RESOURCES, BETHLEHEM, PA.

ANDREADES

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE DROIT D'ATHÈNES
DOCTEUR ES SCIENCES JURIDIQUES ET ES SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES
DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LES PROGRÈS ÉCONOMIQUES
DE LA GRÈCE

PRÉFACE DE M. YVES GUYOT

(Extrait du *Journal des Economistes*, janvier et février 1919)

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
MAISONS FÉLIX ALCAN ET GUILLAUMIN RÉUNIES
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

PRINCIPAUX OUVRAGES FRANÇAIS MÊME AUTEUR

1. *Les peines alternatives ou parallèles. Essai de théorie pénale* (thèse de doctorat juridique); Paris, 1899.
2. *Essai sur la fondation et l'histoire de la banque d'Angleterre* 1694-1844 (thèse de doctorat ès sciences politiques et économiques); Paris, 1901.
3. *L'impôt foncier en Grèce et son évolution* (Extrait de la Revue de Science Financière); Paris, 1904.
4. *Histoire de la banque d'Angleterre* avec préface de M. Charles Lyon-Caen; 2 volumes, Paris 1904.
5. *Les forêts grecques au point de vue économique et financier* (Extrait du Mouvement Economique); Bucarest, 1905.
6. *Le régime fiscal des spiritueux en Grèce* (Extrait du Mouvement Economique); Bucarest, 1906.
7. *L'opinion anglaise et la question d'Orient* (Extrait de la Revue politique et parlementaire); Paris 1908.
8. *Les obligations financières envers la dette publique ottomane des provinces détachées de l'empire ottoman* (Extrait de la Revue Générale de Droit International Public); Paris, 1908.
9. *La crise de surproduction des raisins secs* (Extrait de la Revue Economique Internationale); Bruxelles, 1909.
10. *Un coup d'œil sur les finances serbes* (Extrait de la Revue Economique Internationale); Bruxelles, 1909.
11. Démétrius Bikélas (notice biographique avec bibliographie de l'œuvre française de Bikélas); Athènes, 1910.
12. *L'administration financière de la Grèce sous la domination turque* (Extrait de la Revue des Etudes Grecques); Paris 1910.
13. *L'administration financière de Jean Capodistrias, gouverneur de la Grèce* (Extrait du Mouvement Economique); Bucarest, 1911.
14. *Les finances byzantines* (Extrait de la Revue des Sciences Politiques); Paris, 1911.
15. *Les idées financières de l'abbé de Saint-Pierre* (Extrait de la Revue de Science Financière); Paris, 1912.
16. *Ali pacha de Tébelin, économiste et financier* (Extrait de la Revue des Etudes Grecques); Paris, 1912.
17. *Le régime fiscal des successions en Grèce* (Mouvement Économique, numéro du 15 septembre 1913).
18. *La marine marchande grecque* (Extrait du Journal des Économistes); Paris, 1913.
19. *Les finances de l'État homérique* (Comptes rendus des Séances de l'Académie des Sciences Morales et Politiques); Paris, 1915.
20. *La Grèce et l'Union Balkanique* (Extrait de la Revue Hebdomadaire); Paris, 1915.
21. *Les finances de la Grèce*, avec préface de M. R.-G. Lévy (Extrait du Journal des Économistes); Paris, 1915.
22. *La Grèce devant le Congrès* (Extrait de la Revue Politique et Parlementaire); Paris, 1919.

A. Andreades,

LES PROGRÈS ÉCONOMIQUES DE LA GRÈCE

(Paris, Librairie Felix Alcan, 1919)

INTENTIONAL SECOND EXPOSURE

PRINCIPAUX OUVRAGES FRANÇAIS [DU] MÊME AUTEUR

1. *Les peines alternatives ou parallèles. Essai de théorie pénale* (thèse de doctorat juridique); Paris, 1899.
2. *Essai sur la fondation et l'histoire de la banque d'Angleterre* 1694-1844 (thèse de doctorat ès sciences politiques et économiques); Paris, 1901.
3. *L'impôt foncier en Grèce et son évolution* (Extrait de la Revue de Science Financière); Paris, 1904.
4. *Histoire de la banque d'Angleterre* avec préface de M. Charles Lyon-Caen; 2 volumes, Paris 1904.
5. *Les forêts grecques au point de vue économique et financier* (Extrait du Mouvement Economique); Bucarest, 1905.
6. *Le régime fiscal des spiritueux en Grèce* (Extrait du Mouvement Economique); Bucarest, 1906.
7. *L'opinion anglaise et la question d'Orient* (Extrait de la Revue politique et parlementaire); Paris 1908.
8. *Les obligations financières envers la dette publique ottomane des provinces détachées de l'empire ottoman* (Extrait de la Revue Générale de Droit International Public); Paris, 1908.
9. *La crise de surproduction des raisins secs* (Extrait de la Revue Economique Internationale); Bruxelles, 1909.
10. *Un coup d'œil sur les finances serbes* (Extrait de la Revue Economique Internationale); Bruxelles, 1909.
11. Démétrius Bikélas (notice biographique avec bibliographie de l'œuvre française de Bikélas); Athènes, 1910.
12. *L'administration financière de la Grèce sous la domination turque* (Extrait de la Revue des Etudes Grecques); Paris 1910.
13. *L'administration financière de Jean Capodistrias, gouverneur de la Grèce* (Extrait du Mouvement Economique); Bucarest, 1911.
14. *Les finances byzantines* (Extrait de la Revue des Sciences Politiques); Paris, 1911.
15. *Les idées financières de l'abbé de Saint-Pierre* (Extrait de la Revue de Science Financière); Paris, 1912.
16. *Ali pacha de Tébelin, économiste et financier* (Extrait de la Revue des Etudes Grecques); Paris, 1912.
17. *Le régime fiscal des successions en Grèce* (Mouvement Économique, numéro du 15 septembre 1913).
18. *La marine marchande grecque* (Extrait du Journal des Économistes); Paris, 1913.
19. *Les finances de l'État homérique* (Comptes rendus des Séances de l'Académie des Sciences Morales et Politiques); Paris, 1915.
20. *La Grèce et l'Union Balkanique* (Extrait de la Revue Hebdomadaire); Paris, 1915.
21. *Les finances de la Grèce*, avec préface de M. R.-G. Lévy (Extrait du Journal des Économistes); Paris, 1915.
22. *La Grèce devant le Congrès* (Extrait de la Revue Politique et Parlementaire); Paris, 1919.

A. Andreades,

LES PROGRÈS ÉCONOMIQUES DE LA GRÈCE

(Paris, Libraire Félix Alcan, 1919)

Repl.

PRÉFACE

Il n'est pas nécessaire de présenter aux Français qui suivent les études économiques, M. A. Andréadès, professeur d'économie politique à l'Université d'Athènes, membre de la Société d'économie politique de Paris. M. Andréadès est célèbre depuis longtemps comme auteur de la seule *Histoire de la Banque d'Angleterre* qui ait été écrite. Maître de la langue française, comme de sa langue maternelle, il a publié des études très intéressantes ; entre autres une étude sur *la Marine marchande grecque*, dans le *Journal des Économistes* en 1913, et une étude sur *les Finances helléniques pendant et après la guerre balkanique*, publiée dans le *Journal des Économistes* en 1914[1].

Il a produit en grec de nombreux et importants ouvrages : Une *Histoire de la dette grecque*, et un ouvrage considérable sur *l'Administration financière des Vénitiens en Grèce*, dont il a puisé les éléments dans les archives de Venise, de Corfou et de Zante. La guerre n'a pas ralenti ses travaux. Il a publié, en 1915, un volume sur *les Idées financières d'Aristote et de l'École péripatéticienne*, et, en 1917, le premier volume de *l'Histoire des finances grecques depuis l'antiquité jusqu'à nos jours*.

L'auteur nous fait espérer que dès qu'il aura achevé cet ouvrage, il en donnera une traduction française.

Nul ne peut traiter avec plus de compétence et de maîtrise les questions financières et économiques qui concernent la Grèce. Aussi l'étude sur *les Progrès économiques de la Grèce depuis quarante ans*, publiée d'abord dans le *Journal des Économistes* (janvier et février 1919), mérite-t-elle la plus sérieuse attention.

M. Andréadès l'a concentrée sur la question agricole. C'est la moins connue à l'étranger. Il aurait fallu se référer à des

1. Il en a été fait un tirage à part avec préface de M. Raphaël-Georges Lévy. (Librairie Félix Alcan.)

documents grecs : et, au moins pour la France, parmi les bacheliers, il y en a peu qui puissent lire à livre ouvert une page de grec ancien et encore moins une page de grec moderne.

En 1835, la population, en Grèce, n'était que de 13 habitants par kilomètre carré : en 1907, elle était de 41, aujourd'hui elle doit être de 45. Au moment de la guerre du Péloponèse, quand la civilisation grecque atteignit son plus grand épanouissement, la totalité de sa population, y compris les esclaves et les enfants, n'atteignait que 39 habitants par kilomètre carré. La densité actuelle est encore faible; mais il faut nous rappeler que la Grèce, telle qu'elle avait été constituée depuis 1827 était un pays de piètre valeur.

Au point de vue agricole, depuis quarante ans, la culture du raisin sec a décuplé; la culture du tabac présente un progrès analogue; la vigne et l'olivier, les cultures classiques, ont continué à prospérer ; la valeur des céréales produites dans l'ancien royaume a passé en trente-quatre ans (de 1881 à 1915) de 50 à 150 millions de francs, au prix antérieur à la grande hausse qui a été la conséquence de la guerre. Jusqu'à l'annexion de la Thessalie, en 1881, les plaines ne représentaient que 12 p. 100 de la superficie totale. Encore aujourd'hui, elles ne dépassent guère 20 p. 100.

Il y a des plaines grecques ; mais elle n'appartiennent pas à la Grèce. Elles sont en Thrace et dans la province de Smyrne. Cependant les Grecs y sont en majorité. A part les siècles dits classiques, le centre de la vie grecque était concentré en Ionie, patrie d'Homère, de Thalès de Milet, d'Hérodote, puis autour de Constantinople, siège pendant douze siècles de l'empire grec; et une très grande partie des agriculteurs grecs se trouve en Thrace et en Asie Mineure.

Il a été de mode, dans certains milieux, d'opposer le Turc agriculteur au grec marin et négociant. Mais en Macédoine, les trois quarts les propriétaires étaient musulmans et faisaient cultiver par des métayers qui devaient payer les agents de police employés à les terroriser. Dans la Turquie d'Asie, le musulman a continué de labourer avec une pointe de fer au bout d'un bois, là où les Grecs et les étrangers ne lui ont pas appris à se servir d'instruments plus perfectionnés : et avec son fatalisme résigné, il se contente le plus souvent de ne cultiver que la partie de la propriété, qu'il juge indispensable à son existence, laissant le reste à l'abandon.

M. Andréadès montre, en s'appuyant sur le témoignage peu suspect de Lord Carlisle (*A diary in Greck and Turkish waters*, p. 77), que les grands propriétaires turcs eux-mêmes préfèrent faire cultiver leurs domaines par des Grecs plutôt que par leurs coreligionnaires.

On verra (ch. IV), les progrès réalisés en Thessalie depuis son affranchissement (1881). Ils prouvent l'aptitude agricole des Grecs. La population, qui était, en 1881, de 290 000 têtes est aujourd'hui d'environ 500 000. Le prix des terres a triplé. Le paysan thessalien, jadis serf dans les *tchiflicks* turcs, est aujourd'hui en grande majorité petit propriétaire libre. Et cet affranchissement économique, complément de l'affranchissement politique, est dû non seulement à l'intervention de l'État, mais aussi à l'initiative des paysans qui rachètent la terre. On doit noter aussi que la Grèce y a supprimé la *dîme*, impôt foncier détestable, mais fort productif et qui, pour cette raison, a été maintenu par les Anglais en Chypre et avait été porté de 10 à 15 p. 100 par les Autrichiens en Bosnie-Herzégovine. Les puissances alliées peuvent donc être certaines que si elles attribuent aux Grecs des territoires que dominent encore les Turcs, loin de laisser les terres en friche, ils leur donneront un plus haut degré d'utilité.

Mais il y a d'autres considérations qui exigent que les Alliés ratifient les propositions qui leur ont été présentées avec tant de clarté par M. Venizelos [1].

La nation héllène comprend, au moins, 8 250 000 personnes dont 4 300 000 vivent en liberté dans le Royaume de Grèce ; 1 million sont dispersées dans divers pays, mais 3 000 000 de Grecs irrédîmés, dont 731 000 en Thrace, 1 694 000 en Asie Mineure, réclament la liberté de se réunir. Renan a donné du besoin national cette définition : « Le besoin de vivre ensemble. » Et à coup sûr, unis par le sang, par la langue, par les aptitudes, par les traditions, les Grecs de l'Asie Mineure, reliés par l'Archipel à la Grèce européenne, doivent reconstituer une Grèce affranchie du cauchemar ottoman.

L'intégrité de l'Empire ottoman fut affirmée solennellement au Congrès de Paris qui suivit la déplorable guerre de Crimée. Mais Lord Derby disait, en 1875 : « Nous avions garanti, il y a vingt ans, à l'homme malade, qu'il ne serait

1. Voir le Mémoire de M. Venizelos, *Journal des Héllènes*, 27 janvier-9 février.

pas tué, mais nous n'avons pu lui garantir qu'il ne se suiciderait pas. »

Depuis cette époque, il a commis plusieurs suicides dont il a été sauvé plus mal que bien; le dernier est définitif.

Le gouvernement turc, depuis plus de deux siècles, n'a été qu'un foyer de conflits entre les grandes nations européennes, soigneusement entretenus par les politiques comme Abdul-Hamid qui finit par le livrer à l'Allemagne. Les représentants des Jeunes-Turcs en sont devenus les vassaux. La Turquie n'est pas une nation : elle n'a pas de gouvernement.

Ceci étant incontestable, on nous parle du rôle religieux du sultan. On nous dit qu'il est le khalife et que Constantinople est le siège du khalifat. Ce titre n'a jamais été admis ni par les mahométans sunnistes ni par les mahométans shia. On a pu juger de l'impuissance religieuse du sultan quand il a proclamé la guerre sainte. Maintenant que Médine et la Mecque sont affranchies de son pouvoir, il ne pourra même plus s'intituler « protecteur des deux saintes places ». Des Turcs font de Stamboul, Islambol, la cité de l'Islam, tandis que l'étymologie de ce nom est grecque : « *eis Tèn Pólin*, dans la ville ». Avant la guerre, on y comptait approximativement 873 000 habitants, dont 384 000 Ottomans, soit une minorité.

Ni Constantinople ni les détroits ne peuvent rester en possession des Ottomans. La gestion de Constantinople par un condominium perpétuerait l'état de trouble et d'intrigues dont Constantinople a été le théâtre[1]. Son administration et la police des détroits doivent appartenir à une seule nation; et il y a une nation toute préparée à remplir ce rôle.

Pourquoi aller chercher au loin quand la Grèce est là? Le mot d'annexion a été supprimé par la Conférence de la paix. Soit. Qu'elle désigne la Grèce pour assurer la sécurité et la liberté de l'accès à la mer Noire. La Ligue des nations en fera son mandataire.

Les Slaves ne peuvent s'opposer à cette solution. Milioukof, en parlant de l'occupation de Constantinople par la Russie, a donné un prétexte aux Bolcheviks pour le renverser et, avec lui le gouvernement provisoire. La Grande-Bretagne a eu pendant longtemps pour politique de fermer les Dardanelles à la Russie. Elle ne peut avoir maintenant que la politique de la porte ouverte. Toute la question pour elle est de savoir si la Grèce peut donner des garanties suffisantes. La manière dont le peuple grec a soutenu pendant la guerre son grand homme d'État, Venizelos, peut inspirer confiance.

1. V. Yves-Guyot, *les Garanties de la paix*, t. I. Liv. IV, ch. v. La Sainte Alliance pour les Turcs. — Liv. VI, ch. IV. Les Protecteurs de l'Empire ottoman et la menace de guerre en 1840, p. 194.

La libération de l'hellénisme doit être la solution de la question d'Orient, et ce sera une solution définitive.

Le général Franchet d'Espérey finissait la lettre qu'il écrivait, le 7 décembre 1918, à M. Vénizelos sur la conduite de l'armée grecque en Macédoine par ces mots : « Les enfants se sont montrés dignes des ancêtres. » Ils se sont montrés héroïques dans la lutte suprême pour l'émancipation hellénique, mais les Grecs ne représentent pas la civilisation guerrière. Ils représentent la civilisation économique. Nous venons de voir le résultat de leurs aptitudes agricoles. Les grandes maisons de commerce et les grandes banques, instituées par eux dans le monde, depuis de longues années, montrent la capacité de leurs fondateurs et de leurs successeurs.

Dans la crise actuelle, la Grèce a restreint les émissions de papier non couvert. Son change, qui était de 165 p. 100 en 1901, était tombé, en 1911, à 99. Pendant les deux guerres balkaniques, il n'a pas dépassé le pair. Il est resté autour du pair pendant les deux premières années de la grande guerre. Encore aujourd'hui, il a l'avantage sur beaucoup de pays y compris la France.

Pendant chacune des deux années de la guerre, la marine marchande a rapporté de 200 à 300 millions à la Grèce. Mais elle est la nation qui, proportionnellement, a le plus souffert de la guerre sous-marine; 46 p. 100 de ses navires ont été torpillés, tandis que la Grande-Bretagne n'en a perdu que 42 p. 100. Pendant les deux premières années de la guerre, les armateurs grecs étaient autorisés à vendre leurs navires : la marine marchande grecque, qui jaugeait à la veille de la guerre 960000 tonnes, n'en jauge plus aujourd'hui que 297 000.

La plupart des navires furent ou sont au service de la Grande-Bretagne et de la France. La marine grecque aura donc sa part d'indemnités.

Ce sont les îles qui font les marins. Elles n'ont pas plus manqué aux Grecs qu'à la Grande-Bretagne, à la Norvège et au Japon. Les marins grecs ont toujours été renommés pour leur habileté, leur audace, leur sobriété et le bon marché de leur navigation.

Si grandes qu'aient été les récentes pertes maritimes subies par la marine grecque, la Grèce a maintenant des capitaux. On peut s'attendre que, dans deux ans, elle pourra acheter des navires disponibles; car certaines nations en auront trop. Il ne suffit pas de construire des navires pour constituer une industrie maritime. Il faut des marins et des hommes qui connaissent l'art des armements. On peut prévoir que la Grèce deviendra rapidement une des grandes puissances maritimes du globe.

Si elle peut exploiter du charbon, elle pourra avoir aussi une industrie. Mais elle fera bien de ne pas chercher à la développer d'une manière factice par des droits de douane. Je crois qu'il y a fort à rabattre de l'opinion de M. Ellis Barker[1], citée par M. Andreadès. L'agriculture continue d'être la plus grande et la plus florissante industrie du monde, celle qui provoque le plus grand commerce.

La Grèce, attachée à son agriculture, à sa marine et au commerce, régénérera ces contrées de la Macédoine, de la Thrace, de l'Asie Mineure stérilisées par les Osmanlis et deviendra une puissance économique dont la prospérité sera une garantie de paix.

YVES-GUYOT.

1. Aux États-Unis, d'après le *Census* de 1910, la valeur totale des exploitations agricoles représentait 40 991 millions de dollars; le capital des établissements industriels 18428 millions de dollars. En 1918, la valeur des produits agricoles s'est élevée à 19432 millions de dollars; celle des objets manufacturés à 24 246 millions de dollars.

LES PROGRÈS ÉCONOMIQUES DE LA GRÈCE

DEPUIS QUARANTE ANS

AVANT-PROPOS

Il y a quarante ans, le comte de Gobineau, dans sa remarquable étude sur le Royaume des Hellènes, insistait, entre autres points, sur les très grands progrès économiques réalisés depuis 1830. On voudrait dans les pages qui vont suivre montrer d'une façon un peu détaillée les progrès réalisés depuis 1878, et plus particulièrement dans ces dernières années.

Mais quand on veut ne pas se contenter d'un exposé tellement général qu'il perde toute personnalité et tout intérêt de nouveauté, et qu'on ne dispose d'autre part que d'un nombre limité de pages, un pareil programme est plus facile à tracer qu'à réaliser.

Si on prétend, en effet, embrasser toutes les branches de l'activité économique, on court le risque de se borner à des tableaux et des énumérations de faits, qui peuvent être à leur place dans un rapport officiel, mais non dans une étude s'adressant au grand public.

Il faut donc faire un choix entre les questions; mais que choisir et que laisser de côté?

Nous avons estimé, que pour la Grèce, on pourrait se borner à la population, à l'agriculture et à l'industrie. Les autres aspects de la Grèce économique, tels que le commerce, le change, les chemins de fer, la marine marchande, ont été suffisamment étudiés à l'étranger soit dans les ouvrages généraux [1], soit dans des études spéciales [2].

1. Voyez Edmond Théry, *la Grèce actuelle au point de vue économique et financier* (Paris, 1905); Percy Martin, *Greece in the twentieth Century*. Londres, 1911; il existe de l'ouvrage une traduction française; Adolphe Struck, *Zur Landeskunde von Griechenland* (Francfort, 1912). Parmi les livres datant déjà de quelques années on peut citer : Σπ. Λοβέρδος Ὁ Εθνικὸς Πλοῦτος (Athènes, 1902), deux petits volumes dans la Bibliothèque pour la propagation des livres utiles et A. N. Βερναρδάκη, περὶ τοῦ ἐν Ἑλλάδι Ἐμπορίου (Athènes, 1885).

2. Comme, par exemple, l'étude toute récente de M. Yves-Guyot sur *la Marine marchande grecque* dans les *Annales franco-grecques* (Paris), n° 2;

Un chapitre préliminaire donnera une idée des conditions économiques générales de la Grèce et des difficultés énormes que le jeune royaume a trouvées sur sa route.

D'autre part, le mépris que les Turcs professent pour la statistique, rend difficile l'extension de cette étude à la Nouvelle Grèce, car on manquerait de points de comparaison. Cependant, pour prouver ce que la Grèce peut faire des provinces dernièrement réunies à la mère patrie, nous montrerons dans un dernier chapitre les progrès prodigieux réalisés par la Thessalie depuis sa libération.

En lisant ces pages, on arrivera sans doute à la conclusion que si c'est en vertu du principe des nationalités que la Grèce demande l'extension de ses frontières actuelles, elle peut en même temps se flatter qu'en l'espèce l'application du dogme mancinien coïncide on ne peut mieux avec les intérêts supérieurs de la civilisation.

Sans doute, les nouvelles provinces sont-elles indispensables à l'essor économique de l'ancien royaume hellénique, dont, comme le disait La Fayette, on avait eu soin d'exclure la majeure partie [1] des terres grecques, mais elles aussi trouvent dans leur union avec la mère patrie les garanties les plus sûres d'un immense progrès matériel.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

Obstacles opposées aux progrès économiques de la Grèce

Pour se faire une idée exacte de l'importance des progrès économiques réalisés par la Grèce depuis quarante ans, il est nécessaire de connaître d'abord les multiples obstacles que le jeune royaume trouva sur sa route. Ces difficultés insoupçonnées, pour ainsi parler, à l'étranger, avaient les unes des *causes géographiques*, les autres des *raisons historiques*. Examinons-les successivement :

Les gens qui n'ont pas eu le temps d'étudier un pays étranger, et c'est l'immense majorité, sont, sans le vouloir, amenés à le juger un peu trop sur sa superficie; ils tiennent insuffisamment compte de la nature et de la configuration de son sol; c'est là souvent le cas pour la Grèce. Dans une étude remarquable sur « l'Italie et la Guerre », M. J.

mai 1918; voyez aussi A. Andréadès, *la Marine marchande grecque*, extrait du *Journal des Economistes* (1913). Quant au change grec, il en est question jusque dans les ouvrages généraux, tels que le *Traité de la science des finances*, de Leroy-Beaulieu (dernière édition).

1. Disons aussi la plus riche partie.

Ellis Barker [1] fait des observations dont il nous sera permis de donner un résumé quelque peu détaillé, car, *mutatis, mutandis*, elles s'appliquent parfaitement à la Grèce.

« L'Italie est un pays agricole, alors que la vraie richesse d'une nation est liée à son industrie. Les États-Unis sont le pays du monde qui a la plus grande production agricole. Cependant le recensement de 1910 a prouvé que l'agriculture et l'élevage américains produisent des richesses d'une valeur de 5 milliards de dollars par an, tandis que les produits manufacturés valent 20 milliards, soit le quadruple.

« D'autre part, l'agriculture ne se développe aisément que dans un pays de plaines bien irriguées. Or, à part la Lombardo-Vénétie et certaines autres régions privilégiées; l'Italie est un pays excessivement montagneux, où la proportion des plaines est fort petite. Les forêts qui couvraient autrefois les monts ont été détruites. En conséquence les anciens cours d'eau sont à sec en été et se transforment en torrents dans la saison des pluies.

« Les plaines, déjà insuffisantes, sont de plus marécageuses en partie et impropres à la culture. On y prend la malaria qui, sans parler de ses autres conséquences, force les agriculteurs à habiter des points élevés; d'où perte de plusieurs heures en allées et venues, chaque fois qu'on veut travailler aux champs ou, plus simplement, se procurer de l'eau.

« Le climat italien, si favorable au tourisme, ne l'est point du tout à l'agriculture. Celle-ci pâtit grandement des fréquentes sécheresses. De là des variations extraordinaires dans les récoltes; ainsi, la production du vin passe de 61 à 29 millions d'hectolitres d'une année à l'autre (1909-1910) et il en est de même pour plusieurs autres produits importants.

« Le gouvernement italien a fait des efforts systématiques pour le reboisement, et est arrivé à enrayer les méfaits de la malaria. De même les agriculteurs ont essayé, non sans succès, de surmonter les difficultés naturelles; ils ont desséché des marais, ont introduit la culture des plantes étrangères (coton, riz, tabac); ils ont établi des terrasses sur leurs montagnes, y ont porté de la terre et sont arrivés ainsi à transformer les endroits rocheux en vignobles ou en forêts d'orangers et des citronniers. Ils ont aussi intensifié la production des céréales. Mais celles-ci restent insuffisantes pour la consommation du pays, et les produits qui réussissent le mieux dans la péninsule, et qui au premier abord donnent l'impression d'une grande richesse,

1. *The World's debt to Italy* (*Ninenteenth Century*, livraison de février 1918).

soit : le vin, l'huile, les oranges, les citrons, les figues et autres fruits, souffrent de la concurrence de la France et de l'Espagne, de l'Afrique du Nord, voire des Etats-Unis et de l'Asie Mineure.

« Les difficultés sur le terrain industriel sont encore plus grandes que sur le terrain agricole. L'industrie moderne se base sur le charbon et le fer; or de toutes les grandes nations européennes, l'Italie est la plus pauvre dans ces deux produits essentiels. La petite Belgique elle-même produit trente fois plus de charbon qu'elle.

« Le commerce italien n'a pas été plus avantagé par la nature que son agriculture et son industrie. La péninsule a, comme on sait, la forme d'une botte longue et étroite, coupée par une chaine compacte de montagnes, les distances y sont, en comparaison de la superficie en kilomètres carrés, beaucoup plus grandes qu'ailleurs, tandis que, à cause des montagnes, même entre points rapprochés, par exemple d'un port de l'Adriatique à un port de la mer Tyrrénienne, la communication est difficile et dispendieuse; l'établissement des voies de communication présuppose un nombre considérable de tunnels, de ponts et de viaducs.

« Quand donc, conclut M. Barker, on prétend étudier l'Italie économique, c'est avant tout l'ensemble des difficultés que le pays a eu à surmonter qu'il faut considérer. Et alors on ne peut s'empêcher d'admirer les progrès réalisés. »

Ce que l'éminent publiciste anglais dit de l'Italie s'applique à merveille à la Grèce. Ces deux pays voisins ont, au point de vue économique, infiniment de points de ressemblance. C'est là, pour eux une raison de plus pour s'efforcer de mieux se connaître et de vivre en étroite harmonie. On peut même dire, sans vouloir en rien diminuer l'admiration que suscite le merveilleux essor du peuple italien et la courageuse sagesse des mesures prises par son gouvernement, que la Grèce a eu des difficultés encore plus grandes à surmonter que sa sœur latine.

Tout d'abord, quand il parle de la pauvreté du sol italien, M. Barker a soin d'excepter l'Italie du Nord, touchant par trois côtés au cœur de l'Europe, riche en plaines fécondes, avantagée au point de vue du climat, arrosée de rivières navigables ou flottables, et qui, enfin, abonde en chutes d'eau, et peut se passer dans une large mesure de houille [1].

Si on veut donc trouver un point de comparaison pour la Grèce, c'est l'Italie au sud de Bologne qu'il faudrait prendre, et même, pour

1. En 1911, l'Italie employait pour son industrie une force de 1 620 404 chevaux; sur ce total 951 836 sont d'origine hydraulique. Le nombre n'était que de 418 481 en 1903.

être tout à fait juste, l'ancien royaume des deux Siciles. Mais indépendamment de ceci, il est un fait encore plus important qu'il convient de ne pas oublier: *c'est que la richesse d'un pays est le produit du travail accumulé de plusieurs générations.*

Or, le royaume de Grèce a connu pendant quatre siècles un régime qui a empêché toute richesse de se développer, qui a rendu les paysans étrangers à l'agriculture et à l'industrie, non seulement parce que sa tyrannie forçait bon nombre d'Hellènes à gagner la montagne, mais parce que il les a éloignés du travail, en leur donnant la conviction que toute richesse qui dépassait tant soit peu leurs besoins les plus immédiats, serait confisquée par le tyran [1]. Que si la patience et l'industrie des habitants, les privilèges obtenus par certaines provinces, généralement les armes à la main, permettaient au pays de reprendre quelques forces, une sanglante convulsion venait à nouveau l'épuiser. Au plus faible espoir de libération, il prenait les armes. C'est ainsi qu'il a cédé tant de fois, et malgré tant de cruelles expériences, aux incitations des Vénitiens (notamment au seizième et au dix-septième siècle) à celles des Russes en 1769. Des exterminations en masse, la destruction des quelques centres jouissant d'une autonomie locale [2], des dévastations générales, ont été les seuls fruits de ces soulèvements. Désespérant de l'étranger, si prompt, d'ailleurs, à les abandonner, les Grecs se soulevèrent à un moment où tout déconseillait une guerre d'indépendance. Celle-ci se prolongea pendant de longues années et avec des péripéties atroces. Tant de sang ne fut pas versé en vain. L'Angleterre, la France, la Russie, d'abord indifférentes ou hostiles, s'émurent, et finalement intervinrent. Les Grecs ne sauraient garder assez de reconnaissance à ceux à qui ils doivent, en fin de compte, leur liberté. Mais il faut bien reconnaître que les résultats auraient été tout autres si cette intervention s'était produite plus tôt. C'est en se plaçant au point de vue économique qu'on peut principalement constater combien l'intervention a été tardive : quand le canon libérateur tonna à Navarin, les ruines même avaient péri. Tel est aujourd'hui le sentiment de tous les étrangers. Voici comment s'exprime à ce sujet un diplomate français, auteur de la dernière en date des études économiques sur la Grèce [3] :

1. Tout ceci a été longuement développé par tous ceux qui ont écrit sur la Grèce sous la domination ottomane et notamment par ceux qui ont résidé longtemps dans le pays: Beaujour, Eton, Pouqueville, etc.; voyez pour plus de détails notre étude, *l'Administration financière de la Grèce sous la domination turque* (Extrait de la *Revue des Etudes grecques*, 1910).
2. La Province de Sfakia en Crète (1770), Ambelakia (1817) auparavant Jannina, etc.
3. H. Lefeuvre-Méaulle, *la Grèce économique et financière*; préface de M. Paul Deschanel (Paris, Alcan, 1916), p. 9-10.

« Au cours de la révolution de 1831-1832, pendant dix longues années de luttes, la terre de Grèce eut à subir de l'oppresseur turc tous les outrages matériels imaginables ; à cent lieues à la ronde, bâtiments, arbres, haies, murs, tout est détruit, sapé, brûlé, éparpillé en poussière aux quatre vents. Le Turc rasait au niveau du sol, à sa manière. Les routes elles-mêmes, transformées en fondrières, s'encadraient de rocs calcinés. Quand le Turc fut chassé, il semblait bien que nul effort humain ne pouvait réparer l'immensité du désastre... quatre-vingt-cinq ans, ont passé ; considérons la Grèce d'aujourd'hui, et nous sommes bien près de crier aux miracles. J'ai parcouru le pays, j'y ai vu des pentes toutes verdoyantes d'une végétation tropicale et fournies ; j'ai vu des routes paisibles reliant des villages reposant dans le calme quotidien, des voies ferrées reliant des villes toutes blanches, prises dans le ronronnement de leur labeur. C'est une résurrection dans le sens propre du mot : un cadavre revenu à la vie en pleine jeunesse. La tâche accomplie est considérable. C'est seulement en jetant un regard vers le passé que nous pouvons juger impartialement du présent et étudier avec un esprit sain l'économie de la Grèce moderne. »

Il y a lieu d'insister dans ces remarques préliminaires sur les effets économiques déplorables de la guerre de l'indépendance à un autre point de vue. Quelques étrangers ont parfois comparé la Grèce à la Bulgarie ; ils ont cherché à expliquer la supériorité de la première sur la seconde en marquant que la Grèce était libre depuis quatre-vingts ans, et la Bulgarie depuis quarante. En réalité, la supériorité de la Grèce tient à la supériorité de la race, car tant au point de vue du sol qu'à celui de l'histoire, la Bulgarie a été infiniment plus favorisée qu'elle. Tout d'abord au point de vue économique, elle se compose de deux immenses plaines formant un bloc compact séparé seulement par les Balkans qui leurs fournissent de l'eau en abondance, des forêts et de riches pâturages. Dans ce quadrilatère qui produit presque tout ce dont les habitants ont besoin, les communications sont encore favorisées par le Danube et la mer Noire, auxquels est venue depuis 1913 s'ajouter, par une violation flagrante du principe des nationalités, la mer Egée[1]. La Bulgarie, pays agricole, a toutes facilités pour exporter ses produits ; pour ses importations, elle est à proximité des centres industriels austro-allemands, vers lesquels elle s'est de tout temps tournée de préférence.

Au point de vue historique, il a fallu, nous l'avons vu, plus de dix

1. La Thrace Orientale ne contenait, même dans le Nord, qu'une minorité bulgare ; dans le Sud, dans les régions bordant la mer, à part quelques infiltrations ou transplantations artificielles, le Bulgare était inconnu.

révolutions, dont la dernière constitue une des guerres les plus longues et les plus destructrices que connaisse l'histoire moderne, pour qu'une petite partie des pays grecs conquît l'indépendance. Encore que nul ne contestât le caractère grec de la Crète, des Iles, de la Thessalie, de l'Epire, de la Macédoine méridionale et centrale, ces provinces ne furent rendues à la liberté que peu à peu, à la suite de luttes longues et sanglantes, ces luttes les épuisaient elles-mêmes et épuisaient aussi le royaume hellénique, dont tous les embarras politiques et financiers découlaient des frères irrédimés[1]. A elle seule la Crète, avec ses incessantes luttes pour l'indépendance, coûta plus de 300 millions[2] de dépenses directes. Au moment même où nous écrivons, plusieurs millions de Grecs gémissent encore sous le joug bulgare et turc et sont, du fait des persécutions dont ils sont l'objet, la cause de dépenses se chiffrant par dizaines de millions.

Au contraire, les Bulgares furent de tous les peuples balkaniques les seuls qui se soumirent sans résistance aux Turcs et qui au cours de cinq siècles d'esclavage, ne se révoltèrent jamais[3].

CHAPITRE PREMIER

Les progrès de la population et de l'instruction publique

Les recensements grecs, depuis la création du royaume jusqu'à 1907, date du dernier recensement général, se résument dans le tableau suivant :

Année.	Etendue. (km².)	Population totale.	Augmentation.	Densité par km².
1834	48 976	651 233	»	13,2
1845	—	960 136	»	19,6
1861	—	1 096 810	»	»
1870	51 321	1 457 894	361 084	28,4
1879	—	1 679 470	221 576	32,6
1889	64 691	2 187 208	507 738	33,8
1896	—	2 433 806	246 598	37,6
Depuis 1897				
1907	64 296	2 631 952	198 146	40,9

1. Nous l'avons établi par le menu dans notre étude : *les Finances de la Grèce*. (Paris 1915, extrait du *Journal des Economistes*.)
2. Théry, p. 17.
3. La Bulgarie doit sa libération aux sacrifices énormes en hommes et en argent consentis par la Russie en 1877-1888 et à l'intervention énergique de la Grande-Bretagne qui, en 1885-1886, décida Abdul-Hamid à sanctionner le coup d'Etat de Philippopoli et l'union de la Roumélie-Orientale à la Bulgarie. Depuis quatre ans, ces deux grandes puissances ont eu le temps de méditer sur l'ingratitude des humains.

Si, comme on l'a dit souvent, l'augmentation de la population est l'indice le plus palpable des progrès d'un pays, ce tableau rend, si l'on peut dire, superflu le reste de cette étude. Il démontre en effet : 1° que la population ayant passé de 651 233 à 2 631 952 habitants, *a plus que quadruplé*, et 2°, que cette augmentation, si elle est due en partie à la réunion des îles Ioniennes (en 1864, 228 631 habitants) et de la Thessalie (en 1881, 293 993 habitants), est attribuable avant tout à une réelle augmentation de la population, laquelle a plus que triplé par kilomètre carré (40,9 contre 13,2).

La science démographique attache une importance particulière à la formation de grandes agglomérations urbaines. Comme le dit dans son étude sur *les Grandes Villes antiques et modernes*, Jules Beloch, l'éminent professeur de l'Université de Rome :

« Les grandes villes sont le baromètre de la civilisation et du développement économique d'un pays. Plus le nombre des villes importantes est grand, plus l'état économique de ce pays est développé ; la rapide augmentation des villes est un signe infaillible de ses progrès économiques. »

A ce point de vue l'étude des recensements grecs est on ne peut plus instructive ; en 1853, le royaume de Grèce ne comptait que trois villes de plus de 9 000 habitants avec un total de 66 000 âmes, en 1917 il en comptait 18 avec un total de 478 887. Le tableau que voici donnera une idée plus concrète de la chose :

Mouvement de la population des villes du royaume de Grèce comptant plus de 9 000 habitants

	1853.	1907.	Augmentation.
Athènes	30 590	167 479	136 889
Syra	19 981	18 132	1 849
Kalamata	3 942	15 939	11 997
Patras	15 854	37 724	21 870
Le Pirée	5 434	73 579	68 145
Pyrgos	3 502	13 690	10 188
Tripolis	6 600	10 789	4 189
Chalcis	5 317	10 958	5 641
Lamia	3 001	9 685	6 684
Laurium [1]	»	10 007	10 007
	94 221	367 982	273 761

1. Le Laurium, fondé après 1870 figure pour la première fois dans le recensement de 1879 avec 4 706 âmes.

Iles Ioniennes

	1870.	1907.	Augmentation.
Corfou	15 452	18 987	3 535
Zante [1]	17 516	13 580	— 3 936
Argostoli	8 106	9 301	1 195
	41 074	41 868	794

Thessalie

	1881.	1907.	Augmentation.
Volo	4 987	23 563	18 576
Karditsa	4 504	9 664	5 160
Larissa	13 169	18 001	4 832
Triccala	5 563	17 809	12 246
	28 223	69 037	40 814

Quand on parle de population, une comparaison avec l'antiquité s'impose. D'après les travaux de Beloch, le spécialiste le plus autorisé en la matière, la population de la Grèce au début de la guerre du Péloponèse (432 av. J. C.) se divisait comme suit :

Régions.	Population totale.	Dont esclaves et serfs.	Densité par km².
Péloponèse	890 000	350 000	40
Grèce continentale et Eubée	545 000	190 000	32
Grèce occidentale (Etolie, Acarnanie, etc.)	96 000	»	12
Grèce du Nord (Thessalie, Epire du Sud, Sporades du Nord)	751 000	250 000	26
Cyclades	130 000	50 000	48
Iles Ioniennes	120 000	40 000	51
	2 532 000	880 000	39

Le recensement de 1907 fournit le tableau que voici :

	Population.	Densité par km².
Péloponèse	937 366	42,2
Grèce continentale et Eubée	887 137 [2]	36,8
Grèce du Nord	422 577	32,6
Cyclades	130 378	48,4
Iles Ioniennes	254 494	108,5
	2 631 952	40,9

1. La diminution de la population de Zante s'explique surtout par des tremblements de terre répétés, et subsidiairement par la crise du raisin sec. De 1879 à 1889 on avait noté une augmentation de 394 âmes.
2. Sur ce total, la Grèce continentale occidentale comptait 188 597 habitants, ce qui revient à 22 par kilomètre carré, contre 12 en 432 avant Jésus-Christ.

Si nous comparons les deux tableaux, nous trouvons une augmentation très sensible pour les îles Ioniennes, le population passant de 51 à 108 habitants par kilomètre carré, une augmentation appréciable pour la Grèce continentale, et une certaine augmentation pour le Péloponèse. En revanche, les Cyclades restent où elles étaient, et la Grèce du Nord présente un recul sensible. Ces différences s'éclairent si nous les étudions à la lumière de l'histoire moderne. On y trouve les conséquences encore très nettes de la domination turque et de la guerre de l'Indépendance.

Les îles Ioniennes qui n'ont pas connu la domination turque, ont une moyenne de population qui dépasse celle de beaucoup de pays les plus prospères de l'Europe, par exemple la Suisse (83 habitants par kilomètre carré).

Les Cyclades, qui sont la partie la plus aride et la plus pauvre de la Grèce, mais qui, protégées par la mer, n'ont pas souffert des révolutions, ont une population proportionnellement supérieure à celle du Péloponèse, et, chose curieuse, exactement la même qu'au temps de Périclès.

La population du Péloponèse, lors du recensement opéré par la Mission scientifique de la Morée [1], s'élevait à 336 366 âmes ; elle a donc presque triplé en quatre-vingts ans ; si elle n'avait pas perdu près de 100 000 personnes durant la Révolution grecque, elle comprendrait près de 1 200 000 âmes au lieu de 937 000.

Même observation pour la Grèce continentale. Celle-ci, non compris l'Eubée, comptait, en 1907, 568 898 âmes : elle en comptait 184 300 en 1828. Elle a donc *plus que triplé* [2]. Mais si au cours de la Révolution elle n'avait pas souffert plus encore que le Péloponèse, si elle n'avait pas perdu 84 415 habitants sur un total de 268 716, qu'elle comptait en 1821, elle aurait aujourd'hui 800 000 âmes au moins.

L'œuvre destructrice du Turc fut dans l'ancien royaume en partie composée par l'afflux des réfugiés des provinces irrédimées. Sans les dizaines de mille réfugiés de Crète, Macédoine, Epire, Thessalie, Iles [3], Asie Mineure, le Péloponèse et la Grèce continentale, au lieu de voir leur population réduite d'un quart ou d'un tiers l'auraient vue diminuer de près de moitié. Cependant il est à remarquer que cette compensation elle-même avait lieu aux dépens de terres également helléniques, et qui, quand sonna l'heure de la délivrance, se trouvèrent partiellement dépeuplées.

1. Voyez *Expédition scientifique de la Morée* (Paris, 1834), p. 57-95 du t. Ier, première partie.
2. Et l'augmentation n'est pas due seulement a la capitale et à son port.
3. Chio, Psara, etc.

Le cas des provinces délivrées en 1881 (Thessalie et Arta) est caractéristique à cet égard. Ce sont les provinces les plus riches du Royaume; leur population a passé de 293 993 âmes en 1881 à 422 577 en 1907 [1]; en d'autres termes, elle a augmenté en vingt-sept ans de plus de 30 p. 100; pourtant la population par kilomètre carré reste inférieure à celle de la Grèce continentale, pays montagneux par excellence, et inférieure encore à ce qu'elle était dans l'antiquité, alors qu'il y a — nous l'avons vu — augmentation dans tout le reste du pays.

A côté des progrès de la population, le recensement de 1907 a permis de constater ceux de l'instruction publique. Ils apparaissent clairement dans le tableau suivant :

Proportion des personnes sachant lire et écrire par 100 habitants

1870.....	17,71	soit 28,24	des hommes et	6,3	des femmes
1879.....	18,98	— 31	—	7	—
1907.....	33,73	— 40,79	—	17,45	—

Les progrès auraient encore ici été plus sensibles sans l'influence de la domination turque, car les provinces qui comptent le plus d'illettrés sont celles qui ont été délivrées en 1881. On compte aussi beaucoup d'illettrés dans les îles Ioniennes et particulièrement à Zante, car le protectorat britannique, qui faisait beaucoup pour l'enseignement supérieur (Corfou avait une Université fréquentée, il est vrai, par soixante-cinq étudiants seulement) ne faisait presque rien pour l'enseignement primaire.

La proportion de 33,73 p. 100 de personnes sachant lire et écrire, paraîtra faible à un lecteur français. Il faut, cependant considérer, comme le fait Struck, p. 79, qu'elle est de peu inférieure à celle de l'Italie (43,99) ou de l'Espagne (36,20) et sensiblement supérieure à celle de la Bulgarie (23,87 p. 100), de la Roumanie (17,40 p. 100) et de la Serbie (16,99 p. 100).

Depuis 1907, l'instruction publique a fait des progrès considérables, Il résulte des statistiques officielles que le nombre d'élèves inscrits aux écoles primaires a augmenté comme suit :

	Garçons.	Filles.	Total.
1907-1908..........	174 011	76 798	250 809
1913-1914..........	187 158	104 138	291 296

1. Voir, pour détails, le chap. IV.

CHAPITRE II

Les progrès de l'agriculture

Ce chapitre fera le fond de la présente étude. Ceci pour deux raisons : la première est que si on admet volontiers à l'étranger que la marine grecque a fait des progrès prodigieux, que le commerce, la banque et même l'industrie se développent avec une grande rapidité, on insinue parfois qu'il en est autrement de l'agriculture. Or, bien que la Grèce, nous allons le voir, n'ait pas été favorisée par la nature, son agriculture ne compte pas moins d'importants succès à son actif, et qu'il importe d'autant plus de mettre en lumière, qu'ils ont été durs à remporter et restent inconnus.

En second lieu, et cette raison est encore plus importante que la première, il faut parler surtout de l'agriculture, parce que la Grèce est avant tout un pays agricole, à telles enseignes que 70 p. 100 de ses exportations sont représentés par des produits de la terre.

Aussi le sujet a-t-il été traité dans les principales langues européennes par trois auteurs grecs : A Tombazis[1], P. Decasos[2], P. Papageorghiou[3].

I. — Difficultés rencontrées par l'agriculture.

Tous ces auteurs, ainsi que tous les étrangers qui, dans des ouvrages généraux, ont touché au sujet, ont été amenés à relever les difficultés auxquelles se heurta le développement de l'agriculture grecque. Ces difficultés sont trop nombreuses pour être toutes énumérées ici. En voici quelques-unes parmi les principales :

1° *L'étendue insuffisante des plaines.* — Un coup d'œil sur le tableau qui suit permet de mieux apprécier l'importance de l'obstacle :

Tableau

1. *La Grèce au point de vue agricole* (Athènes, 1878); écrit sur l'invitation de la Commission centrale de la Grèce pour l'Exposition universelle de 1878.
2. *Die Landwirtschaft in heutigen Griechenland* (Berlin, 1904).
3. *Agricultural Greece* (Athènes, 1915), écrit à l'occasion de l'Exposition internationale de San-Francisco.

Provinces.	Plaines. (Hectares.	Lacs et marais. Nombre.	Lacs et marais. Etendue.	Montagne.	Total.
Attique et Béotie	222 041	52	6 757	401 822	630 620
Eubée	83 145	45	655	336 110	419 910
Phtiotide et Phocide	111 507	68	5 387	491 546	608 440
Etolie et Acarnanie	45 655	86	27 973	675 282	748 910
Argolide et Corinthie	54 935	55	3 985	465 560	524 480
Arcadie	52 534	28	7 958	369 608	430 100
Achaïe et Elide	162 194	85	2 000	343 286	507 480
Laconie	83 566	18	3 260	337 164	423 990
Messénie	103 541	22	10 443	220 166	334 150
Cyclades	21 284	18	20	248 136	269 440
Iles Ioniennes	36 720	46	1 450	196 320	234 490
Thessalie	268 081	113	17 404	887 115	1 172 600
Arta	41 380	3	613	83 007	125 000
	1 286 583	639	87 905	5 055 122	6 429 610

En somme 20 p. 100 *seulement* du terrain est aisément cultivable.

Dans quelques départements (Attique et Béotie, Messénie), la situation est meilleure; mais, même là, la proportion des plaines ne dépasse pas le tiers des terres. Ailleurs la proportion descend jusqu'à 1 : 11 (Cyclades) ou même à 6 p. 100 (Etolie et Acarnanie[1].)

2° *La configuration du sol et le régime des eaux.* — La configuration du sol intéresse surtout les voies de communication. Il suffit de noter ici combien un pays tout en montagnes et en côtes se prête mal au transport rapide et économique des produits, condition première pour le succès de l'industrie agricole.

Le régime des eaux n'est guère moins défavorable. Il n'existe point de fleuves navigables. Les fleuves flottables sont l'exception[2]. Les plans très inclinés, les montagnes déboisées provoquent, sur une plus grande échelle encore qu'en Italie, les dégâts signalés par M. J. Barker. Les rivières, avons-nous dit, sont rares; en revanche, elles débordent souvent. Les torrents, pour être nombreux, n'en débordent pas moins,

1. M. Décasos (p. 8-9) rend compte de la situation en remarquant que, dans le Péloponèse les seules grandes plaines sont celles de l'Argolide, de la Messénie et de l'Elide, auxquelles on peut ajouter le plateau d'Arcadie, la Vallée de l'Eurotas et une frange de terres bordant les montagnes le long du golfe de Corinthe. Dans la Grèce continentale, aux riches plaines de Béotie et aux plaines plus maigres de l'Attique, on joindra les vallées du Sperchius et de l'Achélous et ce sera tout. Dans les Cyclades, les plaines sont une rareté et dans les îles Ioniennes la situation n'est meilleure que grâce à Corfou. Reste la riche plaine thessalienne, encadrée elle-même d'énormes massifs montagneux.
2. On en compte deux ou trois.

et il ne se passe guère de printemps où leur cours mal réglé ne cause des désastres dont les petites plaines qui séparent fréquemment la montagne de la mer. Avec cela, leurs eaux créent presque partout des marécages dont les pestilences s'ajoutent à celles de ces lacs transformés pendant la saison chaude en marais, dont le Copaïs était l'échantillon le plus typique. De là, la malaria répandue par tout le pays, et qui à côté d'autres conséquences, d'ordre médical, avait celle de forcer les cultivateurs à vivre sur les hauteurs et à perdre, les jours de travail, plusieurs heures en allées et venues.

3° *L'insuffisance en céréales.* — Quand on lit ce que M. Barker dit du régime des eaux en Italie, on croit lire une page consacrée à notre pays. La Grèce a un autre désavantage commun avec sa sœur latine, son insuffisance en céréales.

Celle-ci tient, non seulement à la médiocrité déjà signalée du sol, mais aussi au climat chaud, sec et variable. Aussi est-ce un mal qui date de tout temps. Dès avant les guerres médiques, la Grèce, pays pour ainsi dire exclusivement agricole, importait du blé.

Toute la politique d'Athènes, devenue une grande ville industrielle et commerciale, s'explique par le souci de s'assurer le pain [1].

Aujourd'hui, la situation est encore plus désavantageuse que dans l'antiquité : la population urbaine est plus nombreuse, et tant à cause de l'augmentation des besoins que de la disparition des esclaves, elle consomme beaucoup plus qu'à l'époque classique; d'un autre côté, les pays concurrençant le blé indigène, alors à demi sauvages, sont devenus des centres de culture intensive, et les communications par mer, infiniment plus régulières, rapides et économiques que jadis, rendent la concurrence d'autant plus redoutable.

A défaut de céréales, le cultivateur grec, comme le cultivateur italien, se livre à une culture intensive de la vigne, de l'olivier, des arbres fruitiers, du tabac et du coton. Mais, comme le fait remarquer M. Barker, ce sont là des produits destinés en partie à l'exportation, et dont les prix pâtissent de la concurrence étrangère. De sorte qu'en dernière analyse, l'insuffisance des céréales reste un inconvénient grave.

4° *Les désavantages qui résultent de l'organisation économique du pays.* — La vieille Grèce, sauf la Thessalie et quelques districts de la Grèce continentale, est un pays de petite propriété. Ce régime foncier, si enviable au point de vue social, et dont l'Etat grec s'efforce aujourd'hui de faire la règle dans les provinces du Nord [1], fut pendant longtemps un obstacle de plus aux progrès de l'agriculture.

Cette situation imprévue — que le livre de Tombazis est en partie consacré à exposer — était due à des raisons historiques. Sous la tyrannie ottomane, la vie dans la plaine n'était plus possible qu'aux paysans, plus serfs qu'hommes libres, abrutis à travailler les *tchifliks* turcs ; la plus grande partie de la population embrassa la vie nomade ou le métier des armes. Une fois la liberté obtenue, ces pasteurs et ces kleftes se transformèrent en laboureurs. On admire la rapidité avec laquelle, après quatre siècles d'esclavage et après dix ans de guerre, ils purent prendre le goût du travail. Gobineau (p. 284) montre le nouvel agriculteur se suffisant à lui-même, industriel en même temps que cultivateur, faisant son huile et son vin, fabriquant ses instruments de labour, tissant ses vêtements. Mais ni la puissance d'adaptation, ni le travail ne sauraient faire jaillir de terre des capitaux; celui qui, hier encore, avait « pour tout bien la liberté sur la montagne [2] », et qui, pendant longtemps, ne trouva à emprunter qu'à 50 p. 100 [3], ne pouvait augmenter le nombre de ses animaux, appliquer des méthodes scientifiques, acheter des instruments de travail ou de transport perfectionnés, dessécher des marais, etc.

Ces inconvénients n'auraient pas dû se retrouver en Thessalie, où la grande propriété était presque la règle. Pourtant, durant les années qui suivirent de près sa réunion à la mère patrie, les grands propriétaires, ne firent pas d'efforts bien marqués pour démontrer les avantages de la grande culture. C'étaient des Turcs restés fidèles aux vieux us, ou des capitalistes habitant l'étranger, trouvant suffisant le revenu que, sans efforts ils tiraient de propriétés achetées à vil prix ; la grande commission d'enquête sur la question thessalienne ne trouva, en 1895, que deux propriétaires qui eussent fait des essais sérieux de culture scientifique.

1. Voyez dans notre *Traité de science des finances* (en grec), tome I, p. 207, le titre des principaux ouvrages sur la question du blé dans l'antiquité, parmi les plus récents : L. Gernet, *l'Approvisionnement d'Athènes en blé au cinquième et au quatrième siècle* (Paris, 1909).

1. Cf. chap. IV.

2. Le poète n'exagère point; voyez le tableau de « la Misère du paysan grec » en 1831, donné par Tiersch et reproduit par D. Georgiadès, *la Grèce économique et financière* (Paris, 1893), p. 28 : « L'état de misère est tel qu'à la mort de Capodistrias un tiers seulement des agriculteurs possédaient une paire de bœufs; quant aux autres, ils en avaient un en commun, ou étaient réduits à travailler la terre avec la pioche. »

3. Il fallut près de quarante ans pour que le taux descendît à 15-20 p. 100.

II. — Progrès réalisés par les agriculteurs et les grands propriétaires. — Les coopératives agricoles

Dans ces dernières quinze années, un grand changement vers le mieux s'est produit.

Tout d'abord, les inconvénients de la petite propriété vont chaque jour s'amoindrissant. Des rares aptitudes du Grec pour le négoce, on a conclu parfois qu'il était un cultivateur médiocre, et on opposa souvent le Grec négociant au Turc agriculteur. Lord Carlisle, a prouvé, il y a déjà longtemps, que le Grec l'emportait aussi à ce point de vue, puisque les propriétaires turcs avaient pour principe de préférer comme ouvriers les Hellènes à leurs propres coreligionnaires[1].

Ce qui manquait à l'agriculteur grec c'étaient les capitaux et les connaissances. Il acquit celles-ci et ceux-là peu à peu. L'augmentation de la fortune publique, les envois d'argent des émigrants d'Amérique ont fait que le taux de l'intérêt est souvent plus bas dans les campagnes que dans les villes. Au cours d'un voyage dans le Péloponèse, j'ai pu constater qu'il ne dépassait guère 5 p. 100 et que le cultivateur recourait rarement à l'emprunt. Le développement de l'instruction publique, l'amélioration des communications, l'expérience que le séjour à l'étranger a donné à beaucoup, ont ouvert les yeux aux paysans. Ils sont prêts à admettre les idées nouvelles. La facilité avec laquelle ils adoptent des instruments perfectionnés ou les engrais chimiques suffirait à le démontrer. Mais une preuve encore plus éclatante, peut être tirée du succès de la loi de 1915 sur les coopératives. Avant cette loi, si on laisse de côté l'élevage[2], tout le mouvement coopératif était représenté par cinq syndicats agricoles, tous d'ailleurs de date récente[3]. Depuis cette loi qui a facilité et réglé les rapports entre associés. sept cent trente (730) coopératives agricoles se sont fondées. Plus de la moitié sont des coopératives de crédit, auxquelles la Banque nationale doit, en vertu de sa nouvelle charte (1915), avancer jusqu'à 25 millions. Mais on trouve aussi un bon nombre de coopératives viticoles et plus spécialement de sociétés formées par les cultivateurs de raisins secs et ayant pour but un emballage scientifique et la vente de la *stafis*. Le succès du mouvement coopératif a été tel qu'un haut fonctionnaire du ministère de l'Agriculture, M. Jassémidès, qui

1. Cf. *A diary in turkish and greek waters*, p. 77.
2. Où depuis des temps immémoriaux fonctionnaient des coopératives du genre des *fruitières* qu'on rencontre si souvent en Suisse et dans le sud-est de la France.
3. Le plus ancien remontait à 1901.

fut d'ailleurs l'âme du mouvement, publie aujourd'hui une revue spéciale.

Les progrès réalisés par les grands propriétaires ne sont pas moins notables. Le propriétaire turc ou le capitaliste cherchant un placement de tout repos ont fait place au propriétaire qui entend mettre ses terres en valeur; beaucoup de nouveaux grands propriétaires ont fait des études agronomiques, d'autres sont des Grecs qui se seront enrichis en Roumanie et à qui les biens de la Couronne et les autres grands domaines roumains sont pour une si grande part redevables de leur immense progrès.

M. P. Papageorgiou rend à la grande propriété un hommage bien mérité quand il dit que, « par ses capitaux ainsi que par l'introduction de nouvelles méthodes et d'instruments perfectionnés, elle a puissamment contribué aux progrès économiques du pays[1] ».

III. — La lutte contre les torrents et les marais. — La malaria. Le lac Copaïs.

On a du mal aujourd'hui à se faire une idee de l'état où la malaria réduisait le pays. Ses régions les plus fertiles, la Béotie, l'Elide, la plaine du Sparte, étaient inhabitables au sens propre du mot[2]. Le Nouveau-Phalère, plage assez brillante pour mériter les honneurs du roman français[3], était, il y a cinquante ans, tellement infesté par la malaria que les Athéniens étaient obligés de descendre au Vieux-Phalère ou au Pirée pour se baigner.

Patras elle-même, aujourd'hui si florissante, jouissait d'une si mauvaise réputation, que chez les Vénitiens l'expression *mandare a Patrasso* voulait dire envoyer dans l'autre monde, et plus spécialement au lieu qui fait l'objet des premiers chants de *la Divine Comédie*.

Pour changer radicalement la situation, il faudrait transformer la nature du sol et reboiser toutes les montagnes. Il y a encore beaucoup à faire, mais il est juste de reconnaître que beaucoup a été fait.

1. *Agricultural Greece*, p. 17.
2. Voyez pour l'Elide les descriptions de Leake dans *The Travels in Morea.* L'ancien emplacement de Sparte avait été abandonné pour Mistra, et quand on voulut reconstruire une ville sur l'emplacement de la cité antique, les fièvres faisaient de tels ravages qu'on eut toutes les peines du monde à peupler la nouvelle capitale de la Laconie. La plaine béotienne avait été, elle aussi, abandonnée pour les montagnes. Lévadée, lieu élevé, servait de capitale à la province, mais sa situation excellente ne mettait pas ses habitants à l'abri des miasmes du Copaïs; souffrant tous de la rate, ils avaient mérité le surnom de Lévadéens-enflés (Bakolévadites).
3. *Les Bains du Phalère*, par A. Bertrand.

On s'efforce de reboiser[1] et surtout on s'efforce de prévenir et de limiter les incendies. Une mesure excellente prise dans ce sens est celle qui interdit le pacage dans les endroits brûlés ; le pasteur perd l'intérêt qu'il avait à mettre le feu. Elle ne suffira cependant pas à faire disparaître les incendies ; dans des forêts tout en arbres résineux, un foyer mal éteint, une cigarette, un morceau de verre sur lequel donne le soleil, suffisent à causer d'affreux ravages. La réorganisation du service forestier, qui dispose aujourd'hui d'un personnel suffisant permettra de combattre les incendies et surtout de régler scientifiquement les coupes de bois et l'exercice du droit d'affouage[2].

L'extension des cultures a été un moyen plus efficace que le reboisement. Grâce au raisin sec, tout le nord-ouest du Péloponèse a été assaini. D'autres produits ont rempli un rôle analogue dans le reste du royaume. Ce fut une lutte âpre et lente de l'homme contre la nature. Dans l'Elide aussi, les premiers cultivateurs, venus des montagnes ou des îles, habitaient à plusieurs heures de leurs propriétés, et ne pouvaient même pas passer toute l'année dans le pays. Ils habitent aujourd'hui toute l'année la plaine même.

Nombre de petits marais ont été desséchés par les cultivateurs ou les propriétaires, ou même grâce à des dons et legs. On doit inscrire ici le nom de Napoléon Zambélis[3], qui légua plusieurs centaines de mille francs pour le desséchement des marais dont pullulaient les plaines de l'île de Corfou.

L'Etat est venu à la rescousse ; il a dépensé des sommes considérables pour la régularisation du cours des torrents, travail public fort dispendieux et qui n'est souvent que d'une durée limitée, et pris des mesures qui facilitent le desséchement des marais par les particuliers. De ces mesures, la plus importante est celle qui concerne le lac Copaïs ; nous devrons nous en occuper spécialement. Mais avant d'y arriver, il importe de signaler la loi de 1908, instituant la « Quinine de l'Etat ». En vertu de cette disposition, le ministère des Finances achète à l'étranger de grandes quantités de quinine qu'il vend aux particuliers à des prix plus que modiques. Les pastilles, enduites d'une couche sucrée, et par conséquent agréables à absorber[4], sont vendues dans des tubes qu'on peut trouver dans les moindres villages. L'usage du médi-

1. Sur les mesures législatives très ingénieuses et sur le rôle de la Société des Amis des forêts, cf. A. Andréadès, *les Forêts grecques au point de vue économique et financier* (réimpression du *Mouvement économique* de Bucarest, 1905).

2. La crise du chauffage et des matières combustibles qui sévit depuis le début de la guerre, a malheureusement beaucoup contrecarré à ce point de vue les efforts de l'administration.

3. Le Zafoni des *Voyageuses* de Paul Bourget.

4. Ceci est très important pour les enfants.

cament s'est répandu avec une rapidité énorme et les résultats ont été merveilleux. On les connaît par le menu, grâce aux belles publications de la *Société contre la malaria* à qui on est redevable de beaucoup d'autres mesures.

Arrivons au *lac Copaïs*. Les marais qui le forment, d'une étendue variant selon les années[1] entre 200 000 et 240 000 stremmes, étaient pour la Béotie du Nord, qu'ils infestaient d'un paludisme particulièrement pernicieux[2], un fléau redoutable ; ils constituaient, pour l'ancien royaume, si pauvre en plaines, une formidable diminution de richesses. Si l'on n'a pas le temps de lire les nombreuses descriptions du lac Copaïs[3], on se rendra compte de la situation en apprenant que l'État, propriétaire de ces immenses étendues, en tirait 10000 francs par an, produit de la ferme du droit de pêche. Aujourd'hui, le Copaïs n'a plus d'anguilles — les gourmets le regrettent — en revanche il donne dans les années moyennes des produits agricoles d'une valeur de 3500000 francs[4]. Il faut ajouter les revenus de l'élevage, qu'on ne peut fixer avec précision, mais qui doivent être très considérables, puisque 100000 animaux paissent sur ses terres[5].

Toute la superficie du lac n'a pas été enlevée aux eaux d'un coup, il s'en faut[6]. A l'heure qu'il est, le grand travail est terminé. Sur les 240000 stremmes jadis couverts par les eaux, 165 945 sont affermés par la Compagnie du Copaïs aux paysans des villages environnants ;

1. C'est-à-dire selon les pluies et la sécheresse.

2. Cf. deux pages plus haut ce que nous disons de Lévadée.

3. Cf. par exemple celle de E. Yemeniz, *l'Agriculture et les Travaux publics en Grèce* (Desséchement du lac Copaïs, Chemin de fer de Vonitsa). Extrait de la *Revue des Deux-Mondes*, t.LVII, 1865.

4. En 1916, les 165 925 hectares affermés par la Compagnie, ont donné 1 609083 ocques de blé, 3 463 253 ocques d'avoine, 1 256576 ocques de seigle, 2304320 ocques de maïs, 1524000 ocques de coton et pour près de 4000000 d'ocques de foin, lentilles etc. J'emprunte ces chiffres à une étude encore inédite de mon élève M. Constantin Corosos. (Oc. 1 = 1 kg. 28.)

5. Voici les chiffres concernant 1916 :

Moutons	82 273
Chèvres	6 331
Chevaux	2017
Cochons	3 017
Bœufs et vaches	3 021

à quoi il faut ajouter 20328 dindons.

6. La superficie des terres données à bail par la Compagnie, s'élevait :

En 1890, à	13655	stremmes	(Str. 1 = 100^{m2})
1895	65 956	—	—
1900	111 762	—	—
1908	131 586	—	—
1916	165 925	—	—

quelques milliers de stremmes sont cultivés directement par elle, 25 000 appartiennent en pleine propriété aux cultivateurs. De grandes étendues, auxquelles il faut joindre les terres en jachère[1], servent à l'élevage ; le reste est absorbé par les travaux (canaux, routes, etc.), qu'a dû faire la Compagnie et aux très nombreux édifices et jardins qu'elle utilise pour son personnel et ses produits. Le nombre des *familles* de métayers cultivant les 166 000 stremmes affermés par la Société, s'élève à 2 700. Ceci montre l'essor que ces belles terres rendues à la culture ont donné à la population béotienne.

Au point de vue sanitaire, les résultats ont été encore plus marqués et deviennent chaque année plus sensibles encore. Le docteur Sotiropoulos de Lévadée me disait en avril dernier : « Lorsque, il y a dix ans environ, je me suis établi comme médecin à Orchomène, je faisais quatre mille injections de quinine par an ; quand, l'année dernière je quittais ce bourg, je n'en avais fait que seize. Les travaux de Copaïs et la quinine de l'Etat, on fait peu à peu disparaître le paludisme. »

Ces résultats admirables n'ont été acquis ni sans peine, ni sans argent. Les récents articles de M. A. Ghinis permettent de se rendre parfaitement compte des difficultés et des complications des travaux nécessaires[2], les non-initiés en auront une idée suffisante s'ils se rappellent que la première Compagnie concessionnaire, au capital de 15 millions, a dû, en 1887, céder l'affaire à une Compagnie anglaise qui, après avoir à son tour dépensé 20 millions, a dû consacrer à l'exploitation jusqu'en 1906 la totalité, et, depuis 1906, les trois quarts de ses revenus.

Ceux des actionnaires primitifs qui ont conservé leurs actions sont, depuis ces dernières années, parfaitement récompensés de leur patience.

V. — Comment l'agriculture grecque a remédié a la pauvreté du sol

Nous avons montré plus haut que le sol grec fut de tout temps peu propre aux céréales ; le problème prenait plus d'acuité dans la Grèce moderne à cause de sa transformation en pays de haute production des États voisins de la mer Noire d'une part, et de la rapide augmentation de la population du royaume de l'autre. Le pays a cependant fait face à la difficulté, d'un côté en intensifiant dans la mesure du

1. 25 000 stremmes par an environ.
2. Cf. la revue athénienne *Archimidis*, n° de janvier, février et mars 1916.

possible la production des céréales, de l'autre en propageant les cultures qui conviennent davantage à la nature du sol.

Pour ce qui est du progrès de la *culture des céréales*, il paraît difficile de s'en rendre compte, vu l'absence de statistiques de l'agriculture avant 1911. Cependant, si on se rappelle que, en 1880, la dîme perçue principalement sur les céréales donnait 3 900 000 drachmes et qu'elle était de 7 p. 100, on aboutit à une production d'une valeur totale de 55 500 000 en chiffres ronds. Or, les produits jusqu'en 1880 soumis à la dîme dans les provinces où cet impôt était en vigueur[1] étaient estimés en 1915 à 171 000 000[2]. Il faut donc en conclure que la production dans le Péloponèse, la Grèce continentale et les Cyclades a triplé ou, tout au moins, beaucoup plus que doublé[3].

Malgré ce gros effort, la Grèce doit en acheter à l'étranger. M. S. Chassiotis, dans une étude spéciale, publiée récemment[4], calcule que sur les 500 millions d'ocques dont a besoin le vieux royaume, 150 millions — près du tiers — viennent du dehors. La production, dans les bonnes années, arrive à 145 ocques par habitant, mais en moyenne elle ne dépasse pas 126 ocques[5] alors que la consommation moyenne par tête est de 180 ocques.

On calcule que depuis 1916 le blocus et la hausse des prix ont amené une augmentation de la production de 20 à 30 p. 100. Mais il serait peu sage de tabler sur ce phénomène dû à des circonstances tout à fait exceptionnelles.

1. Soit tout l'ancien royaume, sauf les îles Ioniennes, soumises depuis le protectorat anglais à un régime spécial.
2. En effet, d'une étude attentive des statistiques, il résulte que la valeur des produits soumis jadis à la dîme, soit principalement les céréales, se montait en 1915 pour :

La Grèce continentale à	80 005 312	drachmes.
L'Eubée à	12 104 687	—
Le Pélopénèse à	71 915 471	—
Les Cyclades à	7 260 690	—
Total	171 286 160	—

3. On ne peut affirmer qu'il a exactement triplé, parce qu'aux 3 900 000 francs tirés de la dîme, chiffre qui sert de base à nos calculs, il faut ajouter les profits du fermier, plus la valeur des produits que le cultivateur a pu dissimuler. Mais cette dernière était probablement plus que compensée par le montant des profits illégaux réalisés par les traitants.
4. Η σιταρχεια τῆς χώρας. (Athènes 1917.)
5. Il y a en Europe des pays encore plus mal partagés que la Grèce, soit la Turquie (94 ocques par habitant), l'Autriche (125), la Grande-Bretagne (27), la Suisse (27), la Hollande (72), le Danemark (106). Par contre, la plupart des autres pays ont une production plus forte, y compris l'Italie (154), l'Allemagne (178), la France (218), et bien entendu les autres Etats balkaniques, pays producteurs de blé par excellence (Cf. Chassiotis, p. 7-8).

Ne pouvant produire assez de blé, l'agriculture grecque a dû se tourner vers les produits dont l'exportation lui donnerait les moyens d'importer du blé et au besoin de se constituer une balance agricole favorable. Elle y est arrivée.

En effet, d'après les calculs de M. Papaghoorghiou (p. 15), les produits agricoles ne représentent que 30 p. 100 des importations grecques, tandis — que nous l'avons déjà dit — ils forment 70 p. 100 de ses exportations.

Comment a-t-on pu réaliser ce tour de force? D'abord en développant les cultures qui peuvent se développer ailleurs qu'en plaine : raisins, vignes, olives, certaines catégories d'arbres fruitiers. Ensuite en introduisant des plantes étrangères : tabac, coton, pommes de terre, etc. Nous allons examiner ces produits par ordre d'importance. Il faut cependant relever, dès l'abord, combien cet effort a été méritoire. Transformer des régions rocheuses ou pierreuses en olivettes, vignobles ou jardins, demande un travail qui aurait pu effrayer un peuple paresseux. Implanter de nouvelles cultures, dont aucune n'a réussi du premier coup, demandait une patience et une ténacité rares. Pourtant, si l'on ne peut refuser au Grec l'intelligence et l'esprit d'initiative, il s'est trouvé des gens pour lui contester l'amour du travail et l'esprit de suite. Il est vrai que leurs jugements étaient le plus souvent des impressions de voyageurs hâtifs ou malveillants. Mais reprenons le fil de notre étude et examinons les principaux produits autres que les céréales.

Le raisin de Corinthe est un monopole naturel de la Grèce, sa culture est plus délicate que celle de la vigne ordinaire et son extension a frappé tous ceux qui se sont occupés de la Grèce économique.

Voici quelques chiffres :

Années. —	Etendue des vignobles. — (Hectares).
1830	380
1845	780
1867	2800
1878	4350
1905	56400

Les ravages causés par le phylloxéra en France ont été pour beaucoup dans le fait que l'étendue des vignobles a *plus que décuplé* après 1878. La reconstitution des vignobles français a entraîné une crise de surproduction contre laquelle l'État grec a lutté par une série de dispositions législatives qui ont abouti à la fondation de la Société privilégiée des raisins secs (1905). Les mesures qu'à prises à son tour cette

Société ont mérité l'attention des économistes étrangers les plus éminents[1]. De fait, si les prix ne sont pas remontés à leur niveau ancien, ils restent satisfaisants. M. Chassiotis (p. 6) calcule que le Péloponèse tire de ses raisins secs 50 à 80 millions par an; s'il transformait ses vignobles en céréales, la valeur des produits ne dépasserait pas de 10 à 15 millions.

La culture du tabac a réalisé des progrès encore plus notables que celle du raisin sec. Car ce n'est pas seulement la quantité de tabac produit qui a augmenté, c'est la qualité qui s'est infiniment améliorée. On a importé des graines nouvelles, on a appris à cultiver et à préparer la plante.

Les cultures ont passé de 2600 hectares (1860) à 4 2000 (1875) 6 400 (1889), 15 500 (1911). Tombazis, qui écrivait en 1878 ne parle du tabac qu'en passant. Papagheorghiou évalue la production à 13 millions de kilos valant autant de millions.

Dans ces toutes dernières années, la production s'est tellement améliorée et accrue, les prix, par suite de la guerre, ont tellement augmenté, que M. Chassiotis évalue la valeur du tabac produit en 1917 à 70-80 millions[2]. Les améliorations effectuées dans la culture du tabac permettent d'espérer que le revenu qu'on en retire continuera à être très élevé; en effet, c'est par la qualité beaucoup plus que par la quantité que vaut le tabac. La Nouvelle Grèce, représentée en l'espèce par la Macédoine Orientale et ses tabacs de choix, produisait, au moment de sa libération 15 millions de kilos, soit à peine un cinquième de plus que le vieux Royaume; elle en tirait presque cinq fois plus : 70 millions[3].

De facon générale, on calcule qu'un stremme cultivé en tabac, rapporte *dix fois plus* que s'il était cultivé en céréales[4]; tandis que cette culture, qui réclame d'ailleurs beaucoup de soins et des connaissances

1. M. Charles Gide, les a décrites en les caractérisant comme suit : « Rien de plus instructif que de voir par quels procédés ingénieux — bien dignes de l'esprit grec, où on retrouve l'esprit subtil d'Ulysse — ce résultat a été obtenu ». (« L'émancipation », 15 juillet 1909, reproduit dans *l'Eclair de Montpellier*, n° du 19 juillet); M. Gide m'a fait l'honneur d'écrire cet article à l'occasion d'une étude que j'avais publiée dans la *Revue économique internationale*, n° d'avril 1909.

2. Page 5. D'après une statistique officielle qui m'a été obligeamment communiquée par le ministre de l'Agriculture, la production du tabac dans l'ensemble du royaume a passé de 15078019 ocques en 1916 à 24737399 en 1917; dans ces chiffres ne sont naturellement pas compris les départements de la Grèce Nouvelle qui sont producteurs de tabac par excellence, ceux de Serrés et de Drama, occupés par les Bulgares de 1916 à 1918.

3. Cf. Papagheorghiou, p. 31.

4. Le raisin de Corinthe rapporte *cinq fois plus*.

spéciales, permet d'employer plus que toute autre des femmes et des enfants. C'est la culture familiale par excellence.

La culture de l'olivier, l'arbre de Minerve, est en Grèce une culture pour ainsi dire nationale. On compte dans le vieux royaume, plus de 20 millions d'oliviers, concentrés principalement dans l'île de Corfou, le sud du Péloponèse, en Attique et dans le Pélion. Le rendement est assez aléatoire ; cependant on estime le revenu total des oliviers grecs à 66 millions de francs plus 11 millions d'olives.

Les olives grecques sont exportées en quantités importantes aux États-Unis et dans d'autres pays où se trouvent des ouvriers grecs, lesquels n'arrivent pas à se passer d'un mets qui, lorsqu'ils vivaient en Grèce, jouait un rôle important dans leur alimentation.

Avant la guerre, on exportait aussi de l'huile pour une valeur de 14 millions, tant en Russie qu'en Italie et Amérique. Les huiles grecques servent en Russie pour les veilleuses brûlant devant les icones ; en Italie et ailleurs, à des coupages ou à des besoins industriels. Depuis cependant que la préparation de l'huile a fait de grands progrès, principalement à Corfou, on exporte aussi de l'huile pour la consommation directe.

L'olivier est un arbre précieux, car il pousse même sur des terrains pierreux et très inclinés. En revanche, il ne donne des fruits qu'au bout de vingt ans. C'est pourquoi, dans l'antiquité et sous le régime vénitien eut-on, pour en propager la culture, recours au système des primes. Ce régime coûteux a été jugé inutile dans la Grèce moderne, où la plantation de nouveaux plants et le greffage d'oliviers sauvages s'étendent lentement, mais constamment. Il faut même admirer la patience avec laquelle les paysans construisent des terrasses pour planter les nouveaux plants.

Des progrès non moins dignes d'éloges ont été réalisés dans la culture des arbres et la cueillette des fruits.

L'État a encouragé l'oléiculture en faisant venir d'Italie des experts qui ont beaucoup appris aux paysans, ainsi qu'en prenant différentes mesures pour combattre des maladies de l'olivier. On a aussi abaissé le taux de l'impôt en faveur des huiles épurées. La Société d'Agriculture a enfin organisé des expositions d'huiles et d'olives salées ; certains des fruits exposés sont d'une grosseur inimaginable.

La vigne. Parlant des vins grecs, Gobineau disait : « Fort célèbres autrefois dans tout l'Occident, leur réputation est bien tombée, car leur fabrication est imparfaite... même les vins de Santorin ne s'exportent plus guère qu'en Russie. »

De gros progrès ont été réalisés depuis que ces lignes furent écrites.

L'étendue des vignobles, de 2 500 hectares (1820), a passé à 36894

(1848), 59 000 (1875) et 135 000 (1904)[1]. La valeur des vins produits se montait en 1911 à 56 millions[2].

La fabrication a été fort améliorée. Plusieurs crus : « Tour la Reine », « Décélie », « Achaïa », « Attique », sont fort prisés des connaisseurs. Les demandes de l'étranger avaient passé de 232000 hectolitres (1896) à 457259 (1904). L'augmentation si rapide des exportations n'alla même pas sans inconvénients, car la crise de surproduction qui, il y a dix ans, sévit avec tant d'acuité en France et ailleurs, eut son contrecoup en Grèce. L'État, pour venir au secours des viticulteurs, n'hésita pas à abolir en 1909 tous impôts sur le vin. Ce ne fut pas le seul sacrifice qu'il consentit. Il fit venir de France un spécialiste réputé, M. P. Viala, organisa tout un service de fonctionnaires chargés d'enseigner aux paysans comment mieux faire et conserver leurs vins ; il créa enfin une section spéciale au ministère de l'Agriculture. Dans ces dernières années la situation s'est tellement améliorée qu'au cours de l'été 1918, la Chambre a voté presque sans opposition, le rétablissement d'un impôt sur le vin.

Arbres à fruits. Le sol et le climat de la Grèce se prêtent assez bien à la culture des arbres fruitiers, et plus particulièrement des hespéridés, des figues et des mûriers. Par contre, les difficultés de transport et surtout les maladies répétées et la concurrence étrangère, ont fait du tort à cette branche de la production. Malgré tout, elle s'est maintenue à un niveau satisfaisant. En 1911, on comptait 7 millions environ d'arbres fruitiers[3] avec un rendement de plus de 10 millions[4].

Depuis 1911, les progrès réalisés ont été grands, d'une part à cause des pépinières établies par tout le pays, soit par l'État, soit par la Société royale d'agriculture, de l'autre à cause des mesures très efficaces prises pour combattre les maladies[5]. La qualité aussi s'est améliorée, grâce aux spécialistes que l'État a fait venir de France et qui, parcourant le pays, ont donné l'enseignement le plus utile aux paysans.

Le coton et la pomme de terre. Tous les produits au moyen desquels on a suppléé à l'insuffisance des céréales ont le double inconvénient de dépendre des marchés étrangers et de ne pas être des produits de première nécessité dans le sens rigoureux du mot. C'est pourquoi on a fait dans ces dernières années de grands efforts pour répandre la cul-

---

1. Cf. Tombazis, p. 37, et Théry, p. 130.
2. Papagheorghiou, p. 40.
3. Soit 1915000 arbres à fruits ordinaires, 838000 hespéridés, 1992 000 figuiers, 2100000 mûriers, 184500 châtaigniers, 102000 caroubiers, etc.
4. Les figues donnent en moyenne 5 500 000 drachmes, les cocons de soie 1 500 000, etc.
5. Ainsi, depuis 1914, le procédé américain de la fumigation a donné d'excellents résultats pour les maladies des hespéridés.

ture de la pomme de terre et du coton. La chose n'allait pas sans difficultés; dans beaucoup de pays, la pomme de terre peut être cultivée à sec, les hauts plateaux ou les vallées conservant, même pendant l'été, quelque humidité. En Grèce, elle ne saurait pousser qu'à proximité de cours d'eau ou de puits, et ni les uns ni les autres n'abondent dans le pays. Cependant, l'utilité du tubercule est telle que ces difficultés ont été surmontées. La production, de 10000 tonnes en 1902[1], a passé à 21 millions d'ocques en 1913, 23 en 1914, 36 1/2 en 1915; on calcule aujourd'hui qu'elle approche de 50 millions[2].

Ici encore il s'agit d'un progrès dû à la guerre, mais qui, sans doute, lui survivra.

L'essor qu'a pris la culture du coton est dû au premier en date des ministres de l'Économie nationale, M. Em. Benaki, qui, ayant dirigé pendant longtemps une des plus grandes maisons de commerce de coton du monde, a fait des efforts persévérants pour implanter le coton égyptien.

La Société d'agriculture, venant à la rescousse, achetait le nouveau produit et le vendait sans bénéfice.

Depuis, cette intervention est devenue inutile, car le coton égyptien, qui a réussi surtout en Messénie, s'est fait sa place sur le marché.

Parallèlement, M. G. Christaki-Zographos a, dans ses grandes propriétés de Thessalie, essayé avec le plus grand succès, le coton américain. Grâce à l'emploi simultané de l'espèce égyptienne et de l'espèce américaine, la Grèce est en train de devenir un pays producteur de coton de quelque importance.

Conclusion. — Il résulte de tout ce qui précède que la Grèce peut être fière de ses agriculteurs : étant donné les difficultés sans nombre qu'ils ont à surmonter, ils lui font peut-être plus d'honneur que ses commerçants.

Cependant, si l'homme peut vaincre la nature, il ne saurait la transformer. Quoi qu'on fasse, la Vieille Grèce restera un pays pauvre en céréales. La situation est moins mauvaise depuis la libération de la Thessalie; elle s'améliorera le jour où la Macédoine, délivrée et tranquille, donnera tout ce qu'elle peut donner[3]; elle ne deviendra définitivement bonne que quand la Thrace et l'Asie Mineure orientale, ces deux provinces, essentiellement agricoles, seront réunies à la mère patrie.

---

1. Décasos, p. 98.
2. Voyez un article de M. Chassiotis dans *Neà Geoponika*, numéro de juillet 1918. L'étendue en stremmes de 48583 en 1912 a passé à 80300 en 1915; elle a dû dépasser 100000 en 1918.
3. Le jour où tous les champs macédoniens seront cultivés et où le lac de Yennitsa et autres vastes marécages seront transformés en autant de Copaïs.

La Grèce a donc un besoin économique absolu de ces deux provinces, que, se basant sur le principe des nationalités, lui avaient offertes en 1915 les puissances de l'Entente et qu'elle a méritées depuis par de cruels sacrifices et le sang de ses soldats. Ce besoin, les conquêtes de 1913 ne l'on pas diminué, attendu qu'une partie importante de la nouvelle Grèce, soit des îles de l'Égée et la Crète, est, au point de vue des céréales plus mal partagée que l'ensemble du vieux royaume[1].

V. — Le rôle de l'État

On reprochait couramment au gouvernement grec de ne pas faire assez pour l'agriculture. Les reproches peuvent se grouper sous trois chefs : 1° avant 1880, le principal grief portait sur le maintien de la dîme, impôt productif mais fort gênant pour le producteur (cf. Gobineau, p. 279); 2° quand les idées protectionnistes ont conquis l'Europe continentale, on reprochait aux ministres des Finances hellènes de n'être pas entrés assez avant dans ces idées. C'est surtout M. Edmond Théry (p. 135-139) qui a défendu cette manière de voir : et le directeur de *l'Économiste européen*, considérait une réforme dans ce sens comme d'autant plus urgente que, depuis 1903, le change baissait rapidement; 3° on jugeait l'action directe insuffisante. M. Décasos (p. 32) s'étonnait, en 1904, que, tandis qu'ailleurs on trouvait des ministères d'Agriculture, en Grèce on se contentait d'un chef de section du ministère de l'Intérieur secondé par trois secrétaires seulement.

Tous ces reproches étaient fondés en leur temps, ils ne le sont plus maintenant :

1° *La suppression de la dîme*. — Au moment où la libération de la Thessalie allait devenir un fait accompli, Tricoupis, en don de joyeux avènement, supprimait la dîme (1880). Celle-ci équivalait alors à 7 p. 100 du produit brut : l'impôt sur les animaux de labour qui la remplaça, ne correspondait qu'à 3 p. 100. Le dégrèvement se montait à 60 p. 100; en réalité il était beaucoup plus considérable, et voici pourquoi : La dîme variait avec la production et les recettes augmentaient avec elle; au contraire, le nouvel impôt étant un impôt presque fixe, le Trésor ne bénéficie pas de l'augmentation de la production. Quelques chiffres permettront de mieux apprécier les sacrifices consentis. En 1880, la dîme donnait 3 900 000 drachmes; on calculait que la dîme des nouvelles provinces même réduite à 7 p. 100 (sous les Turcs elle se montait à 12 1/2 p. 100) donnerait 2-3 millions. Total 6-7 millions; l'impôt des animaux de labour donne 2 millions : sacrifice

---

1. L'Épire ne se suffit pas en céréales; mais elle se suffisait avant le dix-huitième siècle et elle pourra se suffire de nouveau.

4 500 00 au bas mot. En 1915, les produits, qui en 1880, étaient soumis à la dîme, étaient estimés à 171 millions sur lesquels on aurait perçu 11 980 000 drachmes; de plus la Thessalie (7 p. 100 sur 61 500 000 drachmes) aurait donné 4 305 000. Total : 16 985 000. L'impôt introduit par Tricoupis continuait à donner 2 millions, le sacrifice consenti par l'Etat se monte donc à 14 *millions par an*. Par contre, le cultivateur grec est débarassé de tous les tracas de l'ancien impôt et reste l'*agriculteur le moins chargé de l'Europe*.

Pour mieux apprécier la grandeur du sacrifice consenti, il faut considérer: a) Que des pays infiniment plus riches que la Grèce, la Grande-Bretagne et l'Autriche, ayant acquis, à la suite du traité de Berlin, l'un Chypre et l'autre la Bosnie, y sont conservé tous deux la dîme; en Bosnie et en Herzégovine, même elle fut élevée à 15 p. 100.

b) Que la Grèce, forcée de procéder à des mobilisations consécutives pour obtenir de la Turquie l'exécution du traité de Berlin, devait, pour boucher le trou creusé dans ses recettes par l'abolition de la dîme, augmenter ses droits de douane de 10 p. 100. Si bien que ce fut le pays entier qui paya le dégrèvement des producteurs de céréales.

2° *Les droits sur les blés.* — Pendant longtemps l'agriculteur grec trouvait une protection suffisante dans un droit d'entrée modéré, combiné avec un change qui descendait rarement au dessous de 160 p. 100. Avec la baisse du change, si rapide à partir de 1903, cette forme de protection indirecte, mais très efficace, fit défaut. (*C'est alors que naquirent les réclamations dont M. Théry se fit l'écho et l'avocat.*)

L'idée d'une augmentation sensible du tarif rencontra une vive opposition dans les milieux urbains qui faisaient valoir qu'ils avaient déjà payé l'abolition de la dîme et que, comme le pays resterait, quoi qu'on fît, tributaire de l'étranger pour le tiers de sa consommation, le tarif pèserait sur eux d'une façon encore plus sensible. Cependant, encore une fois, ce furent les intérêts agricoles qui l'emportèrent; les blés grecs bénéficièrent d'abord en 1904 d'une augmentation générale du tarif; en 1905, on vit le droit sur le blé augmenté de 2 centimes par ocque, soit porté de 30 à 40 p. 100 du prix courant. Heureusement, le retour du change au pair, de 121 p. 100 qu'il était en 1905, apporta quelque consolation au consommateur et quelque satisfaction aux partisans du libre-échange.

3° *Organisation d'une administration agricole et d'un ministère de l'Agriculture.* — Les sacrifices consentis par l'État en dehors du domaine fiscal ne méritent pas moins d'attention. Nous avons signalé, chemin faisant, ce qui avait été fait pour chacune des cultures en particulier. Occupons-nous de l'organisation administrative centrale.

Il y a dix ans, celle-ci se composait d'une section dépendant du ministère de l'Intérieur, à laquelle était venu s'ajouter, en 1901, un laboratoire de chimie agricole. Dans les provinces fonctionnaient huit stations agricoles et une école d'agriculture. La situation fut sensiblement améliorée par la création, en 1909, d'un ministère de l'Économie nationale (agriculture, industrie, commerce), d'où est sorti, en 1917, un ministère indépendant de l'Agriculture. A l'heure qu'il est, l'Administration centrale est composée d'un directeur ayant sous ses ordres directs quatre chefs de section (agriculture, élevage, économie agricole, hydraulique agricole), cinq secrétaires rapporteurs, deux inspecteurs (phytopathologie, viticulture). A deux laboratoires de chimie agricole s'ajoutent trois laboratoires spéciaux pour les maladies des plantes, la sériciculture, et la fabrication d'huiles aromatiques.

Le ministère dispose aussi de 49 spécialistes, pour chacune des différentes branches de la culture et de l'élevage. Ceux-ci ont un rôle surtout pratique. Mais indépendamment d'eux, il existe 24 ingénieurs agronomes (un par département), 15 directeurs de la stations agricoles, 15 directeurs de jardins et pépinières, soit en tout 54 fonctionnaires, secondés eux-mêmes par 75 ingénieurs adjoints, aides, directeurs de travaux, etc.

L'État n'a pas hésité non plus à faire appel aux lumières de l'étranger. Dès 1910 deux fonctionnaires chargés plus particulièrement de l'amélioration de la culture fruitière et maraîchère étaient appelés de France. On s'est aussi à la même date assuré pour un temps déterminé les services de cinq ingénieurs agronomes et de trois forestiers.

A l'heure qu'il est, l'agriculture bénéficie de tous les conseils théoriques et de tout l'appui pratique qu'elle peut désirer; on enseigne à l'agriculteur ce qu'il doit faire, il voit les nouvelles méthodes d'agriculture et d'arboriculture appliquées dans les stations et les jardins de l'État; il peut s'y procurer des semences et des arbres, des artisans spéciaux l'aident à appliquer les connaissances acquises et à combattre les maladies et les ennemis de l'agriculture.

La valeur, à ce dernier égard, des progrès réalisés est témoignée par la façon efficace dont on a combattu deux ennemis terribles de l'agriculture grecque : les sauterelles et les rats des champs thessaliens (*arouraios*). L'administration grecque est aussi justement fière de ce qu'elle a fait pour l'arboriculture; tout récemment dans le seul district de Philiatra (Messénie), on sauvait soixante-deux mille arbres par des pulvérisations à l'arsenic.

L'enseignement théorique de l'agriculture n'a point été négligé. Outre l'école supérieure d'agriculture Avéroff, dont sortent de quinze à vingt élèves diplômés par an, et de l'école pratique Kassavetti (ces écoles portent le nom de leurs bienfaiteurs), une loi de 1917 prescrit

la création d'une école pratique par département; quatre de ces écoles fonctionnent déjà. Une seconde loi donne un caractère plus systématique et plus pratique à l'enseignement des ingénieurs agronomes qui doivent désormais, dans leurs tournées, être accompagnés d'un personnel inférieur et appliquer sous les yeux des paysans les méthodes qu'ils préconisent. Il convient aussi de relever dans le même ordre d'idées la création d'un enseignement agricole partique dans toutes les écoles primaires. On est en droit d'attendre de bons résultats, car les jardins scolaires inaugurés précédemment ont pleinement réussi, et plus de trois cent mille arbres ont été plantés dans le voisinage des différentes écoles.

Une action encore plus directe en faveur de l'agriculture a été inaugurée par des lois récentes. L'État a le droit de conclure un emprunt auprès de la Banque nationale pour l'achat d'outils perfectionnés, de produits contre les insectes, etc., que la Société agricole se charge de répandre parmi les paysans; il peut aussi acheter dans les mêmes conditions des engrais. Mille charrues et 200 herses ont été déjà commandées dans les usines de Volo; 200 tracteurs et 200 effriteuses ont été commandés en Amérique et en France. Enfin on compte 200 charrues à essence à la place des 7 qui fonctionnaient l'année dernirre.

4° *La Société agricole.* — On ne saurait parler des progrès de l'agriculture sans mentionner la Société royale agricole. Cette société, fondée en 1901 sous le patronage du roi Georges, jouit de l'appui et de la confiance tant du gouvernement que des particuliers.

Grâce aux souscriptions, dons et legs de ces derniers, sa fortune a, en quinze années, atteint le million. L'État lui verse une subvention variant selon l'intensité des besoins de l'agriculture de 15 à 40 000 drachmes. Il la charge aussi de diverses missions de confiance : achat et distribution au prix coûtant d'instruments agricoles, de semences, d'engrais, de produits pharmaceutiques, etc.

Les sommes dont la Société a disposé dans ce but, se sont élevées jusqu'à 1 500 000 drachmes par an.

Indépendamment des missions que lui confie l'État, le rôle de la société est multiple.

Elle a créé une station d'expérimentation à Pharsale, ayant pour but d'essayer d'implanter en Grèce des espèces inconnues de céréales, de légumes et de plantes industrielles (tabac, coton, etc.).

Deux autres pépinières à Halandri et à Aighion, fournissent des arbres fruitiers à bas prix.

La société fait aussi beaucoup pour l'élevage, tant par les étalons qu'elle entretient dans ses stations, que par les moyens qu'elle fournit de combattre les maladies des animaux aussi bien que celles des plantes. Enfin la Société est aussi une institution d'enseignement.

Elle entretient aux environs d'Athènes deux écoles d'apiculture et de sériciculture; elle publie une revue mensuelle des brochures de vulgarisation; elle donne enfin l'enseignement pratique au cours des tournées que font ses fonctionnaires techniques.

CHAPITRE III

Les progrès de l'industrie

Nous avons parlé de l'agriculture en détail. Grâce aux tableaux dressés par M. Edmond Théry et mis à jour par M. Damianos Kyriazi, chef de section au ministère de l'Économie nationale, il nous sera possible de présenter de façon synthétique ce que nous avons à dire au sujet de l'industrie.

De toutes les branches de l'activité économique, l'industrie est celle qui eut le plus de mal à se développer en Grèce.

Avant la guerre de l'indépendance, l'industrie domestique était assez prospère dans certains districts semi-autonomes, instamment à Ambelakia (Thessalie) où se trouve même une forme très intéressante de coopération [1].

Mais Ambelakia, comme les autres centres industriels périrent par le fer et feu. Et quand une partie de la Grèce regagna son indépendance, l'industrie européenne et notamment l'industrie anglaise avait complété son évolution vers le machinisme. La concurrence était donc impossible [2].

L'industrie domestique se trouva limitée aux districts ruraux, où elle servait de complément à l'agriculture [3].

Dans les villes [4] les artisans multiplièrent et s'organisèrent à l'européenne; pourtant la machine eut du mal à remplacer l'outil.

La grande industrie avait à surmonter les obstacles suivants :

1° *La concurrence étrangère*, d'autant plus redoutable que les tarifs Grecs et notamment le grand tarif de 1884, s'inspiraient d'un esprit libéral et que les conventions conclues avec les grands États européens avaient stipulé en échange de facilités accordées aux produits agricoles

1. V. F. Boulanger, *Ambelakia ou les Associations helléniques* et E. Rochetin, *les Premières Associations en Grèce vers la fin du dix-huitième et au commencement du dix-neuvième siècle.* (*Revue politique et parlementaire*, t. XIX, p. 91.)
2. Voyez pour le développement de cette idée notre étude, *l'Administration financière de la Grèce sous la domination turque.*
3. Cf plus haut ce que dit Gobineau.
4. Sur le rapide développement des villes grecques, cf. chapire I.

grecs des taxes très réduites — parfois même l'entrée en franchise — pour nombre de produits industriels étrangers.

2° *L'absence de matières premières* et avant tout de charbon. Il est superflu de s'appesantir sur l'importance de l'obstacle; il suffit de rappeler qu'à ce point de vue la Grèce est encore plus mal lotie que l'Italie[1].

3° *L'absence de grands capitaux*, d'autant plus sensible que, chez un peuple essentiellement individualiste comme le peuple grec, les sociétés anonymes ne se developpèrent qu'avec peine[2].

4° *L'absence de connaissances techniques* chez les patrons et la rareté d'ouvriers expérimentés.

Pour toutes ces raisons l'industrie grecque se bornait longtemps à quelques moulins à farine et à de rares filatures et tanneries. Pour 1867, Mansolas, dans ses *Renseignements statistiques sur la Grèce* (en grec) ne relevait que vingt-deux fabriques avec deux cent quatre-vingt-seize chevaux. Après 1870, surtout après 1880 la situation s'améliora; cependant les progrès restent lents, car beaucoup de nouvelles industries ne naissent pas viables. Quand Edmond Théry visita la Grèce, la situation était plus stable et les progrès constants; ceci appert clairement des trois tableaux comparatifs entre les années 1896 et 1904 dressés par le directeur de *l'Économiste européen*; ils concernent :

1° Les sociétés anonymes d'entreprises industrielles en Grèce;
2° Les entreprises d'éclairage et travaux publics ;
3° Les entreprises de mines.

Ces tableaux complétés[3] montrent que depuis 1904, la Grèce industrielle pris un essor inouï. Le mot *inouï* ne sera pas jugé trop fort quand on verra que la valeur en bourse du capital des sociétés anonymes *a plus que décuplé* en quatorze ans. Alors, en effet, que de 1896 à 1904 il avait augmenté de 4,6 à 7,7 millions de drachmes ; de 1904 à 1918, il a passé de 7,7 à 85,9 *millions de drachmes*. La chose est d'autant plus remarquable que depuis l'époque où écrivait M. Thery, le tarif grec n'a pas subi d'augmentation sensible, tandis que, par contre, le change, qui jouait comme tarif protecteur supplémentaire, est revenu au pair. Mais laissons parler les chiffres :

TABLEAUX

1. Cf. chapitre préliminaire.
2. En 1906 (à l'exception des Sociétés du gaz et d'électricité), on ne comptait dans le royaume que six sociétés industrielles anonymes.
3. Grâce (répétons-le) à l'obligeance du chef-de-section compétent du ministère de l'Economie nationale.

I. — Sociétés anonymes d'entreprises industrielles en Grèce

Nom des Sociétés.	Année de fondation.	1896. Capital nominal.	1896. Valeur en bourse.	1904. Capital nominal.	1904. Valeur en bourse.	1918. Capital nominal.	1918. Valeur en bourse.	Remarques.
		(Milliers de drachmes.)						
Ateliers Bassiliadès	1888	750	750	1 270	1 270	1 800	1 800	
Poudrerie hellénique	1882	1 660	1 892	2 500	2 200	6 500	8 710	
Tissage de Phalère	»	500	500	800	800	»	»	La Société a été transformée en Société commandite.
Fabrication de papier	»	750	750	»	»	»	»	La Société a été rachetée par la Société des papeteries Hermès.
Cotonnerie du Pirée	»	1 000	1 000	»	»	»	»	N'existe plus.
Compagnie de produits chimiques	»	»	300	300	300	»	»	La Société a été liquidée.
« Olympe », société de fabrication de glace	1900	»	»	1 000	1 000	1 000	1 000	
Société vinicole et industrielle	»	»	»	2 220	2 220	»	»	La Société a fusionné avec la Société des vins et spiritueux.
Société des vins et spiritueux	1916	»	»	»	»	10 000	18 300	
Société anonyme industrielle et commerciale	1907	»	»	»	»	600	600	
Huilerie et savonnerie helléniques	1913	»	»	»	»	1 000	1 000	

I. — Sociétés anonymes d'entreprises industrielles en Grèce (*suite*)

(Milliers de drachmes.)

Nom des Sociétés.	Année de fondation.	1896. Capital nominal.	1896. Valeur en bourse.	1904. Capital nominal.	1904. Valeur en bourse.	1918. Capital nominal.	1918. Valeur en bourse.	Remarques.
—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés de cigarettes « Nestos »	1913	»	»	»	»	1 000	1 000	
Société d'égrainage et d'huile de coton	1912	»	»	»	»	250	»	En liquidation.
Brasserie Klonaridis	1908	»	»	»	»	4 000	4 000	
Société « Oxygène »	1910	»	»	»	»	250	250	
Société hellénique de tissanderie « Naoussa »	1911	»	»	»	»	2 000	2 000	
Société anonyme pour la fabrication de chaux « Asbestos »	1914	»	»	»	»	80	80	
Société industrielle et commer- « Aigion »	1911	»	»	»	»	200	200	
Poterie « Kéramikos »	1910	»	»	»	»	1 000	1 000	
Société de briques « Atlas »	1911	»	»	»	»	500	500	
Papeteries « Hermès »	1912	»	»	»	»	1 400	1 624	
Société d'industrie et de commerce « Angyra »	1916	»	»	»	»	812	747	
Société générale de ciments « Héraclès »	1911	»	»	»	»	1 000	2 000	
Société commerciale et industrielle de Patras	1909	»	»	»	»	300	300	
Société anonyme de commerce et industrie de bois	1913	»	»	»	»	7 545	7 545	
Société hellénique d'importation et d'exportation	1912	»	»	»	»	2 500	2 500	
Société anonyme des spiritueux.	1911	»	»	»	»	4 000	11 280	
— — « Enossis »	1917	»	»	»	»	600	600	
— — « Fœnix »	1914	»	»	»	»	300	300	
Société anonyme « Issaïas »	1917	»	»	»	»	2 000	2 000	
— industrielle générale	1917	»	»	»	»	1 000	1 000	
— franco-hellénique des matières explosives	1893	»	»	»	»	500	500	
Société de conserves de Nauplie.	1915	»	»	»	»	250	250	
Société « Titan » (Fabrique de ciment)	1910	»	»	»	»	3 000	4 200	
Société pour la fabrication de vin « Achaïa »	1872	»	»	»	»	500	500	
Société des produits et engrais chimiques	1909	»	»	»	»	5 000	10 400	
Papeterie de Corfou	1913	»	»	»	»	500	500	
Fabrique de couleurs Oeconomidès	1912	»	»	»	»	2 000	3 340	
Société industrielle et commerciale Apollon	1912	»	»	»	»	2 000	2 020	
Sté anglo-italique « Gorgos » pour la fabrication d'acétylène	1907	»	»	»	»	700	700	
		4 650	4 892	8 090	7 790	60 296,5	85 955,5	

II. — Sociétés anonymes d'éclairage et de travaux publics

Noms des Sociétés.	1896. Capital nominal.	1896. Valeur en bourse.	1904. Capital nominal.	1904. Valeur en bourse.	1917. Capital nominal.	1er janv. 1918. Valeur en bourse.	Remarques.
—	—	—	—	—	—	—	—
			(Milliers de drachmes.)				
Société du gaz d'Athènes 1887, actions.	2 500	2 050	2 500	5 500	2 500	2 500	
— — obligations	5 000	5 000	4 853	4 853	5 080,50	5 080,50	
Société générale d'entreprise, actions.	2 500	1 625	2 500	1 675	»	»	Liquidée et confondus à la Société financière de Grèce.
Société de travaux public	4 000	2 280	3 000	2 280	»	»	Liquidée.
Compagnie hellénique d'électricité, 1899, actions	»	»	5 000	6 600	15 000	9 750	
— — obligations	»	»	»	»	13 576	13 576	
Société Panhellénique d'électricité, actions	»	»	200	200	390	390	N'existe plus
Société d'électricité de « Canée », actions (1911)	»	»	»	»	82,5	82,7	
— — obligations	»	»	»	»	1 000	1 000	
Société d'éclairage électrique à Tripoli (1912), actions	»	»	»	»	400	400	
Société d'électricité à Volos, 1911, actions	»	»	»	»	1 100	1 100	
Omnium grec d'électricité, 1912, actions	»	»	»	»	1 500	1 500	
Société des travaux techniques, actions	»	»	1 150	1 150	»	»	
Totaux	14 000	10 955	19 203	22 258	40 629,2	35 379,2	

III. — Sociétés anonymes de mines

Nom des sociétés.	1896. Capital nominal.	1896. Valeur en bourse.	1904. Capital nominal.	1904. Valeur en bourse.	1917. Capital nominal.	1917. Valeur en bourse.
—	—	—	—	—	—	—
			(Milliers de drachmes.)			
Laurium français	16 300	20 473	16 300	10 451	16 300	»
Laurium grec	14 000	13 090	14 000	10 500	9 000	»
Mines de Dardeza	2 917	1 459	2 580	1 290	2 580	»
— Sérifos	700	700	700	700	700	»
Société hellénique de mines	»	»	2 000	2 000	16 000	»
Mines de Locride	»	»	804	804	6 000	»
— d'Atalante	»	»	750	750	1 000	»
— Capsalo	»	»	225	225	30	»
— d'houille d'Alivéri	»	»	»	»	1 000	»
Société anglo-hellénique de leucolithe	»	»	»	»	2 604	»
Mines de Skyros	»	»	»	»	1 000	»
Greek Iron Corporation	»	»	»	»	3 000	»
Société minière Vani-Milos	»	»	»	»	120	»
Lauréoticos Olympos	»	»	»	»	891	»
Héphéstos	»	»	»	»	600	»
Mines d'Hermione	»	»	»	»	3 840	»
— Ptoon	»	»	»	»	2 000	»
Total	33 917		37 359		68 665	

I. — Tableau de l'industrie dans l'ancien royaume

Nature des industries.	Petites entreprises (1-5 ouvriers).		Entreprises moyennes (6-25 ouvriers et plus).		Grandes entreprises (26 ouvriers et plus).		Totaux.	
	Entreprises.	Ouvriers.	Entreprises.	Ouvriers.	Entreprises.	Ouvriers.	Entreprises.	Ouvriers.
Industries métallurgiques	»	»	2	42	1	211	3	253
Fabriques de machines	43	138	45	543	26	1 944	114	2 625
Industries de constructions	41	157	25	244	12	597	78	998
Filatures et tisseranderies	38	117	34	492	71	7 822	143	8 431
Indust. de produits alimentaires	501	1 443	230	2 640	59	2 832	790	6 915
Industries chimiques	36	177	45	616	18	1 536	99	2 329
Tanneries	53	184	32	354	7	282	92	820
Papeteries et imprimeries	44	136	50	615	11	668	105	1 419
Industries de confections	»	»	10	171	2	232	12	403
Industries de cigarettes	65	196	50	534	9	404	124	1 134
Usines d'électricité	4	15	9	105	5	762	18	880

II. — Tableau de l'industrie dans la nouvelle Grèce

Nature des industries.	Petites entreprises (1-5 ouvriers).		Entreprises moyennes (6-25 ouvriers et plus).		Grandes entreprises (26 ouvriers et plus).		Totaux.	
	Entreprises.	Ouvriers.	Entreprises.	Ouvriers.	Entreprises.	Ouvriers.	Entreprises.	Ouvriers.
Industries métallurgiques	»	»	»	»	»	»	»	»
Fabriques de machines	3	10	13	126	2	59	18	195
Industries de constructions	1	2	2	23	2	270	5	295
Filatures et tisseranderies	9	26	4	41	17	2 182	30	2 249
Indust. de produits alimentaires	304	832	137	1 566	13	823	454	3 221
Produits chimiques	10	39	19	245	4	354	33	638
Tanneries	20	56	13	183	9	494	42	733
Papeteries et imprimeries	5	19	6	80	1	98	12	198
Industries de confection	»	»	1	20	»	»	1	20
Industries de cigarettes	1	2	1	19	8	1 557	10	1 578
Usine d'électricité	2	4	1	9	1	50	4	64

Deux autres tableaux — *encore inédits* — empruntés au recensement industriel de 1917, permettront de se faire une idée plus complète de l'industrie grecque et du nombre d'ouvriers qu'elle emploie (Voyez ci-contre). Le premier concerne les provinces formant l'ancien royaume (avant 1913); l'autre, la Nouvelle Grèce (Macédoine, Epire, Crête, Iles).

Du second tableau, il résulte que la Nouvelle Grèce malgré la richesse de son sol et de son sous-sol, de ses chutes d'eau et de sa population peu inférieure à celle de l'ancien royaume, en est bien distancée au point de vue industriel. C'est là un des résultats de la mauvaise administration turque et du régime douanier ottoman lequel, avec son tarif insuffisamment protecteur lui-même[1] et frappant uniformément les produits manufacturés et les matières premières, instituait une véritable « protection à rebours » aux dépens de l'industrie locale; celle-ci, d'ailleurs, se trouvant entre les mains d'infidèles (Grecs ou Israélites) ne pouvant intéresser directement « les vrais croyants ».

Nul doute que sans une administration plus éclairée et plus maternelle l'industrie macédonienne ne prenne après la guerre le même essor que l'industrie du vieux royaume a prise depuis le début du siècle.

L'avenir de l'industrie grecque, en général, paraît donc assuré; l'esprit d'association a triomphé des anciens prejugés, les capitaux abondent et les chefs d'entreprise sont aujourd'hui des gens éclairés par des études ou de longs séjours à l'étranger. De plus le royaume constitue actuellement un marché deux fois plus étendu qu'en 1912.

Indépendamment de l'avenir, la manière dont l'industrie grecque a fait face à la terrible crise économique que la guerre constitua pour la Grèce, montre que cette industrie a passé la période de la première croissance.

M. Damianos Kyriazis, déjà cité, a montré même[2] que c'est grâce aux ressources et à l'ingéniosité de l'industrie locale que la vie a été possible en Grèce, depuis 1915. Ainsi c'est grâce à la *motorine*, extrait de la résine et de l'alcool, qu'on a pu remplacer la benzine et faire marcher les automobiles. C'est grâce à l'industrie des ciments que la construction d'immeubles a pu être continuée, le béton armé remplaçant les bois autrichiens. C'est grâce à la *stafidine*, extrait du raisin sec, qu'on a pu suppléer au manque de sucre, et ainsi de suite.

On pourrait ajouter à la liste le *lignite* qui a souvent remplacé le charbon devenu très rare. Peut-être même cette substitution l'emporte-

1. 8 p. 100 jusqu'en 1907; 11 p. 100 depuis.
2. Cf. son article dans la *Nea Ellas* numéro du 1er février 1918.

t-elle en importance sur toutes les autres ; car elle a donné à une partie du sous-sol grec une valeur permanente. En effet, la Grèce abonde en lignites, mais les bas prix du charbon anglais annihilaient pour ainsi dire leur importance économique, car nul ne songeait à consacrer aux mines de lignite les sommes nécessaires pour intensifier leur production et faciliter le transport de leurs produits. Aujourd'hui, c'est chose faite, et à la fin de la guerre les mines grecques dotées d'un outillage complet se trouveront dans des conditions qui leur permettront de faire face à la concurrence étrangère et, pour peu que les hauts prix du charbon se maintiennent ou qu'on trouve des procédés propres à faire disparaître certains inconvénients du lignite, la Grèce, qui a déjà mis en valeur ses minerais, ne pourra plus se plaindre de manquer de matières premières.

CHAPITRE IV

Les progrès de la Thessalie depuis sa libération.

Avant-propos

Lord Salisbury déclarait officiellement au Congrès de Berlin que la Thrace et la Macédoine étaient aussi grecques que la Thessalie et l'Epire dont la haute assemblée allait s'occuper plus spécialement. Si le noble lord n'avait pas garanti quelques semaines auparavant l'intégrité de la Turquie d'Asie, il aurait sans doute ajouté à la liste des provinces helléniques le vilayet de Smyrne et certaines autres régions.

Les philhellènes ont généralement insisté, pour soutenir les droits de l'hellénisme, sur la composition ethnologique des provinces grecques irrédimées. Il est certain que, si la théorie des nationalités est appliquée aussi intégralement en Orient que dans l'Europe centrale, tout autre argument devient superflu. Mais il n'est peut être pas inutile de montrer que — en ce qui concerne les Grecs tout au moins — l'application de la théorie des nationalités veut dire non seulement *droit*, mais aussi *progrès*; qu'elle satisfait également celui qui cherche avant tout la justice et celui qui tient compte aussi du développement matériel.

La preuve vaut d'autant mieux la peine d'être faite que la Grèce n'a pu encore donner sa mesure en Macédoine. Le dépècement — il n'y a pas d'autre mot — de la Turquie d'Europe a apporté un profond bouleversement dans les traditions économiques et commerciales de régions qui formaient un tout depuis cinq siècles. Les difficultés se sont accrues par la politique des Jeunes-Turcs qui provoquèrent des persécutions en masse en Thrace et en Asie Mineure, tandis qu'ils incitaient les Turcs des provinces perdues à quitter le pays.

Quand je visitai en juillet 1914, pour la cinquième fois la Macédoine, une nouvelle vie à l'européenne était en train de succéder à l'ancienne vie turque ; douze mois à peine s'étaient écoulés depuis la paix de Bucarest et j'admirais la rapidité du changement. Mais mon voyage n'était pas terminé que la guerre européenne éclatait. La Macédoine en subit le contre-coup plus qu'aucune autre région du monde, l'est de la France excepté.

Pour voir donc ce que la Grèce peut faire dans une province réunie à la mère patrie, et ce qu'elle aurait fait en Macédoine, il faut voir ce qu'elle a fait dans une province délivrée en 1881, la Thessalie.

Là aussi les débuts furent difficiles, car, répétons-le, un pays qui a été cinq siècles sous le joug turc a besoin d'une période de transition pour se mettre à un régime de liberté politique et économique. Des esprits chagrins qui visitèrent Larissa ou Trikkala au lendemain de l'annexion firent entendre des critiques que nous avons quelquefois entendu formuler depuis au sujet des provinces délivrées en 1913. Mais peu à peu les récriminations s'appaisèrent, et tout ce que les ennemis nombreux, variés et puissants que compte l'hellénisme purent faire, ce fut de passer sous silence l'œuvre réalisée par la Grèce en Thessalie. On nous permettra de la rappeler ici.

Pour montrer combien la Thessalie turque diffère de celle de 1918, il suffirait à la rigueur de reproduire la belle étude dans laquelle Melchior de Vogüé résuma ses impressions de voyage[1]. On y verrait une province sans ports, sans routes, sans sécurité, sans petits propriétaires; un pays potentiellement riche, en fait misérable où la conversation roule uniquement sur les bandes à éviter et la quantité de quinine à prendre, car le brigandage et le paludisme infestent le pays[2].

A la description de Vogüé, on opposerait une description de l'État actuel. Mais nos lecteurs ne sauraient attendre d'un professeur de sciences économiques, écrivant dans une langue étrangère, qu'il rivalisât avec le « Chateaubriand de la troisième République[3] ». On souffrira donc que je me borne à des faits et à des chiffres :

Et pour ne pas donner à la présente étude une longueur démesurée, je donnerai d'abord les preuves les plus palpables des progrès de la Thessalie et indiquerai ensuite les facteurs les plus importants desdits progrès.

1. Cf. *la Thessalie* (*Revue des Deux Mondes*, janvier 1879).
2. Encore convient-il d'ajouter que les autorités étaient impuissantes contre les bandits et que les pharmaciens vendaient de la quinine plus ou moins « sophistiquée ».
3. Jules Lemaître.

I. — Preuves des progrès de la Thessalie

La façon la plus simple d'établir si un pays a progressé ou non, c'est d'examiner sa population (progrès généraux); le prix des terres (progrès agricoles); la situation de l'industrie (progrès urbains).

1° *L'augmentation de la population*

Les progrès de la population, de 1881 à 1907, se résument dans le tableau suivant :

Arrondissements.	Recensement 1881.	Recensement 1907.	Augmentation totale.	Moyenne de l'augmentation annuelle.
Arta (Epire).......	31 178	41 280	10 102	1,09
Larissa (Thessalie)..	78 953	95 066	16 113	0,72
Volo »	66 753	102 742	35 989	1,62
Trikkala »	57 799	90 548	32 749	1,74
Karditsa »	59 310	92 941	33 631	1,74
Total.	293 993	422 577	128 584	1,72

Pour comprendre l'importance de ces chiffres, il faut considérer :

1° Que la moyenne de l'augmentation annuelle : 1,72 p. 100, n'est dépassée que dans un seul État en Europe, la Belgique (2,03 p. 100) et que même dans les pays, où la population s'accroît le plus rapidement, elle dépasse rarement 1,50 p. 100 [1].

2° Que l'augmentation aurait été plus rapide qu'en Belgique même, sans la guerre de 1897, la longue occupation turque qui s'ensuivit, et les craintes que suscitait l'éventualité d'un nouveau conflit greco-turc toujours imminent à cause des questions de Crète et de Macédoine.

3° Que le dernier recensement date de 1907. Depuis lors, la population des provinces délivrées en 1881 a dû, d'après les calculs les plus modérés [2] dépasser 500 000 âmes.

Dans les pages qui suivent nous insisterons plus particulièrement sur les progrès de l'agriculture et de l'industrie. Les progrès du commerce [1] peuvent à la rigueur être établis par seule l'augmentation de la population urbaine (cf. les tableaux du chap. Ier).

1. Voici quelques chiffres concernant la période décennale 1900-1909 : Serbie, 1,56 ; Prusse, 1,54 ; Roumanie, 1,51 ; Bulgarie, 1,48 ; Hollande, 1,39 ; Saxe, 1,39. Dans la plupart des grands Etats, elle tombe en dessous de 1 p. 100 : Grande-Bretagne, 0,87 ; Espagne, 0,69 ; Italie, 0,66 ; France, 0,16.

2. Selon les données de la science statistique qui applique à la population les procédés qu'on emploie pour trouver l'augmentation d'un capital sur la base de l'intérêt composé, une augmentation de 1,72 p. 100 par an, sur une population de 422 000 âmes, donne plus de 100 000 âmes en onze ans. De plus, il faut considérer que la libération de la Macédoine a délivré la Thessalie du cauchemar d'une invasion et de l'insécurité qui est la conséquence fatale du voisinage d'une frontière turque La population a dû suivre l'essor économique du pays.

2° *L'augmentation du prix de la terre*

Ce serait enfoncer une porte ouverte que de montrer que la hausse du prix de la terre est le signe le plus tangible des progrès agricoles d'une province. Pour ce qui est de la Thessalie, on peut suppléer à l'absence de statistiques officielles par des renseignements de première main.

M. D. C. Tsopotos, la plus haute autorité en matière de choses thessaliennes [2], m'écrivait le 2 juin 1918 ce qui suit : « A la veille de la libération de la Thessalie, les domaines (*tchiflicks*) se vendaient dans la province de Larissa au prorata de 10-12 drachmes par stremme. Par suite d'une hausse constante, ce prix avait doublé ou triplé, dès avant la hausse des denrées qui a été une des conséquences de la présente guerre. Notez que la hausse fut proportionnellement plus forte dans la province de Trikkala et de Carditza, qui, plus éloignées de la mer, souffraient du temps de la domination turque de l'absence des communications plus que la province de Larissa. Notez aussi que je parle de terres ordinaires; le prix des terres à tabac (*capnotopia*) a subi une augmentation infiniment supérieure. »

D'autre part, MM. Katsaouni, banquiers à Larissa, ont eu l'extrême obligeance de m'envoyer un tableau que j'ai publié ailleurs [3] et qui confirme pleinement les renseignements de M. Tsopotos. Il montre, en effet, que dans la commune de Larissa, les prix ont presque doublé de 1884 à 1896. Dans cette même commune ils ont doublé de 1902 à 1907 et presque triplé de 1896 à 1917 [4]. Pareillement dans la commune de Crannon, on constate une augmentation de plus de 25 p. 100 pour la période de 1882 à 1909 et de plus de 100 p. 100 de 1905 à 1918. Le prix des petits domaines pour lesquels on trouve beaucoup plus facilement des acheteurs augmente dans des proportions encore plus fortes; il triple presque de 1897 à 1908.

Et la hausse réelle dépasse la hausse apparente ; voici pourquoi : les

1. Ainsi la population de Volo *a presque quintuplé* en vingt-six ans, c'est que cette ville, seul port de la Thessalie, a suivi les progrès du commerce thessalien.

2. M. Tsopotos a écrit sur la Thessalie beaucoup d'études couronnées par un livre de premier ordre : *Terre et Agriculteurs en Thessalie* (Volo, 1910) ; nous en avons donné un compte rendu dans la *Revue des études grecques*.

3. Dans la *Revue de Grèce*, numéro de septembre 1918.

4. Encore de 1897 faut-il tenir compte que jusqu'en 1902 les résultats de l'invasion turque se faisaient cruellement sentir.

prix sont calculés en drachmes; or, avec le cours forcé et un change élevé, la drachme perdait beaucoup de sa valeur réelle : Au début de ce siècle, quand le change était aux environs de 1,60, un propriétaire qui vendait sa propriété 160000 drachmes touchait, en réalité, 100000 fr.; depuis 1909, depuis que la drachme est au pair, vendant au même prix nominal, il touche 50 p. 100 de plus[1].

Une autre observation, contenue déjà dans la lettre de M. Tsopotos, est que ces prix ne concernent pas les terres productrices de tabac (*capnotopia*), or, la culture du tabac a pris en Thessalie un essor considérable. A preuve les chiffres suivants :

Années[2].	Quantités de tabac produit. Départ. de Larissa. (Ocques.)	Départ. de Trikkala.
1894	567 000	25000
1907	2 836 000	741 000
1917	4 564 000	3 800 000

3° *Progrès industriels*

En 1881, il n'existait qu'une usine à vapeur : soit le moulin à farine fondé à Volo par M. Moussouris, originaire lui-même de Céphalonie.

Le dernier recensement industriel montre qu'il existe aujourd'hui 76 usines produisant annuellement des articles industriels d'une valeur de près de 40 millions de francs : Voici au surplus des détails :

TABLEAU

1. Un tableau du change éclairera ce que nous avançons :

Années.	Moyenne.
1900	1,64
1901	1,65
1902	1,62
1903	1,56
1904	1,37
1905	1,23
1906	1,10
1907	1,08
1908	1,08
1909	1,02
1910	0,99
1911	0,99

2. Cf. l'étude très détaillée de M. Cofinas sur la production du tabac en Grèce jusqu'en 1907, dans le *Bulletin du ministère des Finances*, année 1908, p. 202 *sqq*. Les chiffres concernant 1917 sont pareillement officiels, ils m'ont été obligeamment fournis par le ministère de l'Agriculture.

Nature de l'industrie.	Nombre des usines.	Nombre des ouvriers employés.	Valeur des produits en drachmes.
Département de Larissa			
Poteries	1	22	65 000
Fabriques de machines	1	216	3 000 000
Filatures	1	75	1 600 000
Ateliers de tissage	3	242	2 305 000
Moulins à farine	12	247	17 345 000
Fabriques de macaronis	1	12	220 000
Confiseries	2	30	565 000
Fabriques de glace	2	11	45 000
Tanneries	15	93	2 422 300
Industrie du bois	2	21	260 000
Total	41	969	27 827 300
Département de Trikkala			
Fabriques de machines	1	2	12 000
Filatures	3	44	109 400
Moulins à farine	23	120	9 726 002
Confiseries, etc	3	6	130 000
Industrie du bois	4	8	135 000
Usines d'électricité	1	16	90 000
Total	35	196	10 202 400

II. — EXPLICATION DES PROGRÈS DE LA THESSALIE

Les progrès résumés dans le paragraphe précédent sont dus à des raisons générales et à des raisons spéciales.

Les premières sont : l'essor automatique que prend toute terre chrétienne délivrée du joug ottoman; une administration centrale infiniment meilleure; les libertés communales; les mesures aussi nombreuses que diverses prises par le gouvernement hellénique en faveur de l'agriculture [1], etc.

Les principales des raisons spéciales sont : 1° Le rétablissement de la sécurité publique; 2° la construction de voies de communication; 3° les améliorations apportées à l'agriculture; 4° les facilités de crédit; 5° la libération de la propriété foncière; 6° la suppression de la dîme et l'augmentation des droits sur les blés.

1. Cf. plus haut chap. II, § 5. Nous ne reviendrons ici que sur la suppression de la dîme et l'augmentation des droits sur les blés, parce que ces mesures furent dictées spécialement par le souci des intérêts thessaliens.

1° *La sécurité publique*

L'état d'insécurité régnant en Thessalie à la veille de son affranchissement a beaucoup occupé Vogüé; il est décrit comme suit par Charles Cheston dans son livre : *Greece in* 1887 [1].

« Quand, en 1880, on fit les premières études pour la construction des chemins de fer thessaliens, l'ingénieur chargé de ce travail parcourut le pays entouré de trente-six gendarmes turcs. Il ne s'agissait pas d'une escorte d'honneur; à l'époque, le maire de Salonique était entre les mains de brigands thessaliens, et il ne rentra finalement chez lui que privé de ses oreilles, car la rançon envoyée de Macédoine ne correspondit pas à la valeur attribuée par les bandits à leur prisonnier.

« Le pays était plein de dangers pour les touristes, et il faut louer hautement l'administration grecque, qui a réussi que tout voyageur puisse, comme je l'ai fait moi-même, parcourir cette province en voiture, sans suite et sans armes et avec autant de sécurité que s'il parcourait un comté anglais ».

Depuis 1887, depuis surtout que les victoires de 1912 ont chassé le turc de Macédoine, la sécurité est encore plus parfaite, car l'extinction du brigandage local a été complétée par la disparition des bandes formées en territoire ottoman.

2° *Les voies de communication*

Sous la domination turque, il n'existait en Thessalie aucune voie carrossable. Les moyens de transport étaient des caravanes de mulets, suivant des pistes que la première pluie transformait en bourbiers. L'importation en 1871 de chars à deux roues fut saluée comme un progrès d'une portée considérable. Comme nous l'avons déjà indiqué, c'est surtout la Thessalie occidentale qui pâtissait de cet état de choses, le transport du blé à Volo absorbait le tiers du prix de cette denrée; pour les céréales de moindre valeur : maïs, avoine, etc., les conditions devenaient encore plus onéreuses. Si bien que, alors que les plaines de Trikkala et de Karditsa sont les plus riches de la Thessalie, beaucoup d'habitants préféraient s'adonner au pâturage. Aujourd'hui la Thessalie a 385 kilomètres de voies ferrées. Les routes carrossables étaient il y a dix ans de près de 550 kilomètres [2]. Elles dépassent aujourd'hui sensiblement ce chiffre.

---

1. Voyez page 123 de la traduction grecque. Il existe aussi de l'ouvrage une traduction française par Hector France.
2. D'après les statistiques de la Chambre de commerce de Volo.

3° *L'amélioration des moyens de culture*

Celle-ci s'est manifestée principalement par le remplacement de la charrue hésiodique par la charrue de fer, qu'on fabrique d'ailleurs à Volo. En 1881, lors de la libération, les charrues en fer étaient inexistantes; en 1901, on en comptait 10 136, mais il y avait aussi 13 491 charrues en bois. Aujourd'hui, c'est à peine si on trouve quelques centaines de charrues primitives dans les villages pauvres des régions montagneuses.

Outre les charrues en fer, les agriculteurs thessaliens ont introduit des faucheuses mécaniques [1], des batteuses mécaniques et en général tant d'instruments perfectionnés qu'un des représentants les plus distingués de la région [2] pouvait me dire : « La Thessalie agricole est, au point de vue des instruments qu'elle emploie, aussi avancée aujourd'hui que les pays de l'Europe *centrale* ». Ces progrès sont couronnés en ce moment par l'introduction des charrues à moteur à benzine.

Il est juste de reconnaître que l'initiative de nombre d'améliorations apportées à l'agriculture provient de certains grands propriétaires.

4° *L'amélioration du crédit*

Sous la domination turque, le taux légal était en théorie de 12 p. 100; en pratique, il variait dans les villes de 16-18 p. 100 et dans les campagnes de 24-36 p. 100.

Dès la libération, l'État hellénique par la création de la banque d'Épiro-Thessalie fit pénétrer dans le pays des capitaux importants. Depuis, de grandes banques athéniennes ont créé en Thessalie des succursales et des banques locales privées ont commencé à fonctionner avec succès. Le taux d'escompte de ces établissements de crédit varie entre 6-8 p. 100.

5° *L'affranchissement de la propriété*

On n'a qu'à lire Vogüé (p. 24-5) pour apprendre comment le conquérant turc a accaparé toutes les propriétés thessaliennes, transformant le paysan en une espèce de serf.

---

1. Ils ont même obtenu de l'industrie américaine un modèle spécial se prêtant mieux à la nature du sol.
2. M. Spyridès, député de Larissa, ministre de l'Econonie nationale.

Le dernier en date des écrivains grecs [1] qui ont traité la question thessalienne, M. D. Voyazlis, décrit comme suit l'opposition entre la condition du grand propriétaire turc et celle du paysan grec [2] :

D'une part on voyait d'immenses domaines s'étendant sur vingt, trente, cinquante mille stremmes, avec de luxueux *konaks*, tandis que de l'autre les familles des paysans entassées dans d'ignobles cabanes attendaient que le bey daignât leur concéder 10-20 stremmes sur les produits desquels, elles ne prélevaient guère plus de 50 p. 100[3].

M. Voyazlis ne parle que du bey. Melchior de Vogüé rappelle qu'à côté de lui, et plus terrible encore, parce que plus rapace et nullement intéressé aux progrès de la culture, il y avait le fermier de la dîme. Et le futur académicien conclut : « Si l'on ajoute à cette misère chronique, les misères accidentelles, les corvées qui enlèvent au cultivateur une partie de son temps, *on comprendra qu'il y a des années où il ne gagne même pas sa semence.* » (P. 25).

Avec l'union, les corvées et la dîme disparurent. Restait la libération des terres; problème autrement difficile, car les indemnités à accorder aux propriétaires se chiffraient par dizaines de millions. Pourtant ce problème aussi est en pleine voie de solution :

En 1881, sur les 658 villages thessaliens, on comptait seulement 198 *képhalochoria* (villages libres) contre 466 *tchiflicks*. Au début de 1918, près du tiers de ces derniers étaient délivrés et le reste le sera incessamment par l'effet de la législation récente.

Comment l'affranchissement s'est-il réalisé?

Par l'effet des lois naturelles d'abord. De 1881 à 1916, les paysans ont racheté 145 tchiflicks. C'était beaucoup, ce n'était pas assez. L'État a dû intervenir. De 1907 à ce jour, il a partagé entre les paysans et les réfugiés de Roumélie orientale, victimes des *progroms* bulgares, 57 autres domaines d'une étendue de 635 782 *stremmes*, achetés par lui de gré à gré.

On compte donc maintenant 400 *képhalochoria* contre 264 *tchiflicks* et le village libre, exception en 1881, tend à devenir la règle.

La tendance à activer le mouvement devient de plus en plus nette. La constitution grecque, revisée en 1911, donna plus d'élasticité aux droits de l'État et lui permit d'exproprier de grands propriétaires pour morceller leurs terres; une loi de 1913 reconnut aux métayers

1. Cf. aussi ce que dit M. Sp. Paganelis qui a visité la Thessalie au moment même de l'annexion (cf. Ἡ κατάληψις τῆς Ἠπείρου καὶ τῆς Θεσσαλίας, Athènes, 1882).
2. Cf Εἰσαγωγὴ εἰς τὴν Νέαν Ἀγροτικὴν Νομοθεσίαν (Athènes, 1918), p. 6.
3. En théorie, elles ne devaient que 33 p. 100; mais, en pratique, le bey s'arrangeait pour toucher davantage.

héréditaires des droits réels. Enfin une grande loi de décembre 1917 prévoit le morcellement de tout domaine dépassant 1 000 tremmes; celui-ci pourra être racheté soit par les paysans à qui la Banque nationale fera des emprunts garantis par l'État pour les quatre cinquièmes du prix, soit par l'État lui-même.

Les détails de la loi de 1917 peuvent faire l'objet de controverses. Mais le principe de la transformation du serf du bey turc en petit propriétaire doit réunir les suffrages de tous.

Certes, la Thessalie doit beaucoup — et nous l'avons indiqué — à certains de ses grands propriétaires et avant tout à M. Christaki Zographos. Mais il y eut aussi chez d'autres — sans parler de l'absentéisme — beaucoup d'inertie.

De plus et sans nier les avantages économiques de la grande propriété — qu'à notre sens on aurait tort de faire disparaître complètement; en Thessalie il y a de la place pour tous — il est incontestable que au point de vue moral, social et même militaire, la petite propriété l'emporte tellement que même à inégalité de rendement (ce qui n'est pas), c'est elle qu'il faudrait préférer.

Remarquons au surplus que l'État grec ne fait que reprendre la politique des grands empereurs byzantins de la dynastie macédonienne qui ont lutté si énergiquement en faveur de la petite propriété, laquelle avait presque disparu sous les derniers empereurs romains [1].

6° *Dîmes et droits protecteurs*

Nous avions déjà touché à ces deux points. Il convient d'y revenir, car c'est surtout les intérêts de la Thessalie qui ont dicté les deux réformes dont il a été question dans le paragraphe 5 de notre troisième chapitre.

Vogué rangeait la dîme au premier rang des fléaux de l'administration turque. De fait son mode de perception engendrait des abus et des excès sans nom. Par contre, cet impôt avait l'avantage de beaucoup rapporter au trésor. D'après l'enquête agricole de 1915 — antérieure à la grande hausse des prix — la production agricole de la Thessalie était évaluée à 61 500 000 drachmes. Si le trésor grec avait maintenu la dîme turque avec son quantième de 12 p. 100, il aurait donc tiré de l'agriculture thessalienne plus de 7 millions de drachmes. Avec l'impôt foncier actuel, il touche quelques centaines de mille drachmes à peine.

1. Cf. sur ce point les études de M. Henri Monnier, l'éminent doyen de la faculté de droit de Bordeaux, et de ses élèves, MM. Platon, Testaud et Ferradou.

Voici donc un sacrifice positif de 6 millions au bas mot. Pour mieux en apprécier la valeur, rappelons que la Grande-Bretagne et l'Autriche conservèrent la dîme en Chypre et en Bosnie; ici même elle fut portée à 15 p. 100.

Mais on a consenti en faveur de la Thessalie agricole un second sacrifice, encore plus considérable, car, quoique indirectement, il pèse sur toute la société et principalement sur les agglomérations urbaines. Je veux parler des nouveaux droits sur les blés. Le tarif ancien était déjà assez élevé, puisqu'il se montait à 30 p. 100 du prix courant. Cependant depuis que la tendance du change était à la baisse, les agriculteurs thessaliens jugeaient cette protection insuffisante. Nous avons vu comment malgré toute la répugnance qu'inspire à tout cabinet l'idée « du pain cher » le gouvernement grec n'hésita pas à ajouter 2 centimes par ocque à la taxe d'entrée et de la porter ainsi de 30 à 40 p. 100 de la valeur courante.

Conclusion

Dans les pages qui ont précédé, j'ai voulu montrer les progrès de la Thessalie en examinant les manifestations les plus importantes de la vie économique. Il m'aurait été facile d'insister sur d'autres points : villes à l'européenne, remplaçant les vieilles villes turques, villages où des habitations paysannes convenables succèdent aux huttes de jadis, hôtels prenant la place des *khans*, lumière électrique se substituant au pétrole, etc.

Il aurait peut-être été aussi convenable de parler des progrès moraux ; de montrer les écoles fonctionnant, dans le moindre village, alors qu'il y a trente ans les illettrés pullulaient jusque dans les plus grands centres, des hôpitaux et autres établissements de bienfaisance créés dans toutes les principales villes, le paludisme en diminution, l'antiquité et même les temps préhistoriques ressuscités par les archéologues, etc.

Tous ces points ne peuvent être indiqués ici qu'en passant; on me permettra cependant de sortir du domaine économique pour relever un changement social qui fait le plus grand honneur à la Grèce : *l'égalité entre les différentes confessions*. Avant 1880, le Turc était le maître, le Grec était lié à la glèbe ou voué au trafic, le juif condamné au seul commerce de l'argent. Le Grec devenu le maître à son tour n'a pas cherché à prendre sa revanche. Il n'est pas de pays — y compris Chypre et la Bosnie — où les droits et même les préjugés des musulmans aient été plus scrupuleusement respectés; encore que l'Ottoman ne représente qu'une très faible minorité, la Chambre hellénique et les conseils municipaux thessaliens lui ont été largement ouverts. Quant à l'israélite, on le distingue aujourd'hui si peu de l'orthodoxe que, quand le roi Georges a visité, en 1907, Trikkala, ville où ne manquent pas les riches maisons grecques, il est descendu chez un notable juif. Il y a dix ans, le président de la Cour de cassation présidant le concours d'entrée dans la magistrature, exprimait publiquement la satisfaction du corps judiciaire grec de voir un israélite thessalien arriver en tête des candidats.

Les conseils municipaux ne suivent pas une politique moins libérale que l'État; largement ouverts aux infimes minorités turques et israélites, ils votent souvent des subventions aux écoles de celles-ci, alors que l'instruction est donnée gratuitement dans les écoles publiques grecques.

Est-ce à dire que la tâche de l'État est parachevée? Non, certes.

Il reste encore deux réformes importantes à réaliser, l'une concerne le régime des eaux : règlement du cours des fleuves, travaux d'irrigation, etc.; l'autre, la confection du cadastre.

Mais ces réformes ne demanderont pas un temps très long, car toutes les études préparatoires ont été faites par des missions *ad hoc* auxquelles ont pris part le service cartographique de l'armée et des spécialistes étrangers.

Il importe pour finir de marquer que tous les progrès relevés au cours de cette étude ont été réalisés sous des conditions très défavorables. De 1880 à 1915, la Grèce et la Turquie se sont trouvées deux fois en état de guerre, à trois autres reprises elles ont été à la veille d'hostilités. La Thessalie a eu terriblement à souffrir de l'occupation turque de 1897-1898; elle a souffert aussi de la peur permanente d'un conflit armé, qui éloignait d'elle les capitaux aussi bien que les immigrants.

De plus, la Porte en refusant le raccordement des chemins de fer grecs avec les siens, faisait à la Thessalie un tort considérable, car elle la privait de tout débouché vers le Nord.

Sans ces circonstances défavorables, même les réformes que nous réclamons encore auraient été sans doute réalisées. Mais telle quelle l'œuvre accomplie en Thessalie est une œuvre dont la Grèce peut être fière et qu'elle peut justement invoquer, comme argument complémentaire, à l'appui des droits que lui confère la théorie des nationalités sur tout le sud de la péninsule balkanique et sur les provinces occidentales de l'Asie Mineure.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE III

Les progrès de l'industrie

CHAPITRE IV

Les progrès de la Thessalie depuis sa libération

Imprimerie de J. Dumoulin, à Paris.

END OF
TITLE